

WORLD ORDER

Henry Kissinger

New York, NY, Penguin Press, 2014, 432 pages

En 1954, Henry Kissinger, alors doctorant à Harvard, soutenait une thèse consacrée à la diplomatie européenne entre 1812 et 1822. Soixante ans plus tard, la publication de son dernier ouvrage souligne avec force la cohérence de la pensée de celui qui, entre-temps, est devenu le conseiller à la sécurité nationale (1968-1973) puis le secrétaire d'État (1973-1977) le plus influent que les États-Unis aient connu. Il est en effet frappant de constater à quel point les spécificités de l'ordre international apparu en Europe entre le xvii^e et le xix^e siècles continuent de constituer le cadre conceptuel à l'aune duquel Kissinger analyse les évolutions du monde contemporain. Le principal intérêt de l'ouvrage réside d'ailleurs dans cette mise en perspective historique et dans l'armature théorique qui la sous-tend, bien plus que dans les anecdotes personnelles, fort rares, ou dans le commentaire des crises actuelles, généralement laconique. Écrit par l'un des chefs de file de l'école réaliste des relations internationales, aujourd'hui âgé de 91 ans, cet ouvrage aux accents de testament est pour le moins sombre, l'essentiel du propos tenant à l'idée que l'ordre westphalien, reposant sur l'égalité entre États souverains, est en voie d'éclatement, sans qu'aucune conception partagée de l'ordre mondial ne vienne s'y substituer.

Comme Raymond Aron en son temps, Kissinger met en lumière la manière dont a été conçu l'ordre mondial à travers les siècles et les continents. Pour lui, un tel ordre repose nécessairement sur deux composantes indissociables : des normes agréées par l'ensemble des participants qui en garantissent la légitimité, et un équilibre des forces qui incite chacun à faire preuve de réserve tout en empêchant que l'un d'entre eux ne prenne le pas sur les autres. Le défi tient à ce qu'un consensus sur les normes régissant l'ordre mondial est d'autant plus difficile à atteindre que les divergences culturelles entre les participants sont fortes.

Si Kissinger reste aussi attaché à l'ordre international né en Europe au xvii^e siècle, c'est précisément qu'il est à ses yeux le seul qui permette d'établir des relations stables entre des unités politiques hétérogènes. Le principe d'égalité entre États souverains, consacré à l'issue de la guerre de Trente Ans par les traités de Westphalie signés en janvier et en octobre 1648, fait en effet abstraction de ces différences, ce qui explique qu'il constitue encore aujourd'hui l'un des fondements du système international. Ce principe ne conserve toutefois sa pleine portée qu'à condition de reposer sur un équilibre entre les puissances, auquel ont été particulièrement attentifs des hommes d'État (Richelieu, Metternich, Bismarck) dont Kissinger brosse avec talent les portraits, comme il avait déjà pu le faire dans *Diplomacy* (Simon & Schuster, 1994). Or, au lendemain de deux guerres mondiales qui ont laissé les États européens exsangues, ces derniers ont rompu avec ces principes, mutualisant de larges pans de leur souveraineté au profit d'une organisation supranationale : l'Union européenne (UE). Sur ce point, Kissinger persiste dans le scepticisme que lui inspire, depuis son origine, la construction européenne et que partage, par exemple, un Robert Kagan : suscitant peu d'émules dans les autres régions du monde – ce qui est plus que discutable –, l'UE aurait renoncé

à la puissance et n'aurait plus, au fond, d'autre choix que de s'allier aux États-Unis pour continuer d'exister sur la scène internationale.

Paradoxalement, cet abandon par l'Europe des principes de l'ordre westphalien à l'issue des deux guerres mondiales n'a pas empêché la diffusion de ceux-ci dans des régions du monde où prévalaient jusqu'alors d'autres conceptions de l'ordre mondial. Kissinger relève ainsi que l'apparition de l'islam au VII^e siècle a donné naissance à une conception autonome de cet ordre, fondée sur l'instauration d'un empire homogène – le califat –, au sein duquel se trouvait abolie la distinction entre le séculier et le religieux, et qui avait vocation à s'étendre à la terre entière. Opposé en tous points à son homologue westphalien, cet ordre islamique a longtemps prévalu au Proche et au Moyen-Orient sous la forme de l'Empire ottoman. Son effondrement au lendemain de la Première Guerre mondiale n'en a pas moins conduit à l'instauration des principes de l'ordre westphalien dans cette région du monde, le traité de Sèvres posant en 1920 les bases d'un Proche-Orient composé d'États souverains. Il reste que plusieurs acteurs n'ont depuis lors cessé de contester la diffusion de ces principes, et de se prévaloir de ceux de l'ordre islamique. Tel est notamment le cas de l'Iran depuis la révolution de 1979, sur lequel Kissinger revient longuement en insistant sur la nécessité que cet État ne se dote pas de l'arme nucléaire. Tel est également le cas, dans une autre mesure, des mouvements djihadistes radicaux : Kissinger propose ainsi de lire la remise en cause des frontières actuelles de l'Irak et de la Syrie par l'État islamique (EI) comme l'affrontement entre deux conceptions de l'ordre mondial.

À la différence du Proche et du Moyen-Orient, l'Asie est aujourd'hui le continent sur lequel les principes de l'ordre westphalien trouvent, selon Kissinger, leur traduction politique la plus ferme. Cette région du monde a pourtant longtemps été porteuse d'une conception autonome de l'ordre international, reposant sur la centralité de l'empire du Milieu (*Zhongguo*), placé au sommet des relations hiérarchiques avec ses voisins, auxquels il revenait de témoigner leur déférence par le versement de tributs. Cette conception s'est trouvée profondément bouleversée par l'influence occidentale : celle-ci a conduit le Japon de l'ère Meiji à se transformer pleinement en un État moderne, aujourd'hui désireux de normaliser son rôle sur la scène internationale, après avoir été placé sous domination américaine depuis 1945 ; cette influence occidentale a également fait de l'Inde un État unifié, devenu une puissance régionale de premier plan, et qui cherche désormais à étendre son pouvoir dans un arc allant du Moyen-Orient à Singapour. Quant à la Chine, à laquelle Kissinger a récemment consacré un ouvrage (*On China*, Penguin, 2011), elle est en passe de retrouver son rôle historique, après avoir été considérablement affaiblie au début du XX^e siècle. L'auteur reste toutefois très prudent quant aux bouleversements qu'est susceptible d'engendrer dans la région l'ambition stratégique de Xi Jinping ; il préfère insister, sans surprise, sur le fait que la Chine et les États-Unis constitueront les deux piliers de l'ordre mondial à venir, et qu'il revient à leurs gouvernements respectifs d'œuvrer pour leurs intérêts communs, au-delà de leurs divergences de fond, sur la Corée du Nord ou sur la diffusion des valeurs démocratiques.

Naturellement, Kissinger s'attarde sur la politique étrangère des États-Unis – « puissance ambivalente » –, dont il continue de disséquer la tension fondamentale,

et devenue classique, entre idéalisme – diffusion des valeurs démocratiques – et réalisme – promotion rationnelle des intérêts stratégiques. Le lecteur averti ne sera pas surpris de retrouver ici les critiques adressées par l’auteur au courant idéaliste, dont il regrette qu’il fasse abstraction des réalités géopolitiques tout en reconnaissant qu’il ne cesse d’inspirer les discours de chacun des présidents américains ayant succédé à Woodrow Wilson. Le lecteur ne sera pas plus étonné par l’admiration professée par Kissinger envers les tenants du courant réaliste (Theodore Roosevelt ou George Kennan), ainsi que par sa défense du bilan, pourtant contesté, de la présidence de Richard Nixon. Plus étonnante est, en revanche, la grande mansuétude dont il fait preuve à l’endroit du président George W. Bush, auquel il adresse son « respect et son affection personnelle », tout en reconnaissant que la guerre en Irak, à laquelle il était personnellement favorable, fut une profonde erreur stratégique. Cette mansuétude contraste singulièrement avec la sévérité des jugements prononcés sur l’administration Obama, accusée d’avoir précipité le chaos en Afghanistan et en Irak pour avoir cherché à s’en extraire sans stratégies suffisamment claires.

En définitive, cet ouvrage offre une réflexion d’une ampleur peu commune, nourrie par une longue expérience au sommet de l’État américain. On pourra sur ce point regretter que l’auteur ne se livre pas plus au jeu des confidences et ne lève nullement le voile sur les relations qu’il continue d’entretenir avec les dirigeants internationaux. Plus substantiellement, on relèvera que l’importance accordée aux États réduit à la portion congrue l’analyse du rôle grandissant d’acteurs non étatiques au sein du système international, et que les grilles d’analyse avancées s’avèrent peu opérantes envers les problématiques transnationales (environnement, épidémies, mondialisation financière). Le dernier chapitre, consacré partiellement au cyberspace, est à ce titre symptomatique, en ce qu’il analyse l’influence des réseaux numériques sur les États et leurs dirigeants, tout en restant silencieux sur leurs effets sur les sociétés. Comme le soulignait Hillary Clinton dans une recension de cet ouvrage parue dans le *Washington Post*, Kissinger demeure néanmoins un analyste incontournable des relations internationales, et il est à cet égard révélateur que celle qui sera probablement la prochaine candidate démocrate aux élections présidentielles américaines se revendique de son héritage.

Tristan Aureau

RELATIONS INTERNATIONALES

FRAGILITÉS ET RÉSILIENCE. LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE LA MONDIALISATION

Sous la direction de Jean-Marc

Châtaigner

Paris, Karthala, 2014, 482 pages

Le sous-titre indique une ambition qui dépasse le contenu de l'ouvrage, lequel porte en fait sur l'évolution de la réflexion concernant l'aide au développement. À l'origine, les limites de l'efficacité de cette aide ont suscité les travaux de *think tanks* anglo-saxons, dont les conclusions ne sont pas toujours partagées par les chercheurs et praticiens français. Les contributions à cet ouvrage dirigé par un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, connu pour ses travaux notamment sur les États fragiles, mêlent les regards d'auteurs du Nord et du Sud, afin d'éviter un point de vue ethnocentriste. Elles présentent de longs développements sur la pertinence et les limites du concept de résilience, pour lequel, parmi les nombreuses définitions citées, on choisira celle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE): «la capacité des individus, des communautés, des États et de leurs institutions à absorber les chocs et à s'en remettre, tout en adaptant et en transformant de façon positive leurs structures et leurs moyens de subsistance face à des changements de long terme et à l'incertitude ».

Cette résilience s'analyse donc à plusieurs niveaux: elle caractérise les ménages ou les individus qui parviennent à reconstituer leurs «capacités» – au sens d'Amartya Sen – après un événement traumatique.

Elle peut s'étudier pour des groupes sociaux – voir le chapitre sur les nomades pasteurs – ou des territoires – un chapitre définit les conditions de la ville résiliente, qui saurait allier de saines politiques publiques sociales à un plan d'aménagement urbain et des pratiques de développement durable. Elle caractérise surtout les États. Si le nombre des guerres a diminué, la violence et les troubles sociaux demeurent importants. Pire, il semble que les accidents climatiques voient leur fréquence et leur intensité augmenter. Dès lors, il faut préparer ces entités à subir le choc et à rebondir par des politiques *ex ante* et *ex post*, qui dépassent la simple intervention d'urgence. C'est bien la conclusion principale qui se dégage des diverses contributions: il faut mieux coordonner l'action de développement à long terme et l'aide humanitaire. Cette mise en cohérence doit se décliner selon les différents secteurs de l'action publique, et viser à maintenir les capacités des individus et des États.

Les crises alimentaires ont mis en exergue les carences des États concernés, mais aussi des interventions humanitaires traditionnelles. Les chapitres portant sur le Sahel et la Corne de l'Afrique montrent ainsi que les nouveaux dispositifs découlant du *Linking Relief, Reconstruction and Development* – démarche adoptée par la Commission européenne –, ou du «redressement rapide» – prôné par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) – ont eu des effets positifs: l'Alliance globale pour l'Initiative résilience au Sahel (AGIR), l'Initiative sur les moyens de subsistance pastoraux, ou encore le Programme de filet de sécurité productif (Éthiopie), etc.

Il demeure que le succès de ces programmes dépend des équilibres locaux: le chapitre sur la Colombie rappelle que

la sortie d'un conflit exige que soit traitée la question de fond: celle de l'injustice sociale. Plus généralement, l'exigence de résilience entraîne un impératif de bonne gouvernance effective, qui exige davantage que les simples apparences de démocratie mises en place dans certains États. Une problématique classique de l'aide au développement, en quelque sorte.

Yannick Prost

**POLITICAL ORDER AND POLITICAL DECAY.
FROM THE INDUSTRIAL REVOLUTION
TO THE GLOBALIZATION OF DEMOCRACY**

Francis Fukuyama
New York, NY, Farrar, Straus and
Giroux, 2014, 658 pages

Prophétisée en 1989 par Francis Fukuyama, la «fin de l'histoire» ne signifiait pas la fin des événements ou des conflits, mais la victoire idéologique de la démocratie de marché. 25 ans après la chute du Mur, force est de reconnaître que l'on compte aujourd'hui plus de 120 États démocratiques contre une trentaine seulement au début des années 1970. Plus important: ni le capitalisme d'État chinois, ni l'autoritarisme poutinien, ni le djihadisme salafiste n'offrent une alternative crédible et séduisante.

La fin de l'histoire ainsi définie, comment l'atteindre? Pour reprendre les termes de Fukuyama, comment devient-on Danois, le Danemark étant – curieusement – posé en modèle d'harmonie entre les trois composantes d'un ordre politique stable: une bureaucratie efficace, le respect par tous de la règle de droit, une participation démocratique à la décision publique? L'auteur a consacré pas moins de deux

impressionnants volumes à cette question. Le premier, publié en 2011, allait à la préhistoire à la Révolution française¹. Le second, paru en 2014, court sur plus de 600 pages et constitue un monument d'érudition et de didactisme.

La réponse la plus simple est celle que fournit la théorie de la modernisation selon le modèle suivi par la Grande-Bretagne depuis la révolution industrielle: la croissance économique provoque des évolutions sociales qui conduisent à des revendications politiques. Ce modèle est, hélas, trop simple. Samuel Huntington, qui fut le professeur de Fukuyama à l'université d'Harvard, en avait eu l'intuition dès 1968. Ce dernier approfondit la thèse défendue par son mentor dans *Political Order in Changing Societies* et montre que les voies du développement sont plus complexes.

La croissance économique ne produit pas toujours la démocratie, comme le montrent Singapour ou la Chine. Inversement, la démocratie ne suffit pas à garantir le développement, ainsi qu'en attestent les trajectoires indienne ou africaines. Si l'on isole l'ordre politique proprement dit et ses trois composantes, toutes les combinaisons sont possibles: la Prusse a créé une administration wébérienne avant de devenir une authentique démocratie; la Grande-Bretagne a inventé *l'habeas corpus* avant de se doter d'une bureaucratie digne de ce nom; les États-Unis ont au contraire développé une méfiance séculaire à l'égard du pouvoir exécutif, au nom de la liberté individuelle. Cette pluralité de trajectoires est un obstacle à la formulation de politiques prescriptives:

1. *The Origins of Political Order*, Londres, Profile, 2010, trad. fr. *Le Début de l'histoire*, Paris, Saint-Simon, 2012.

le *nation building* ne connaît ni *one-best-way* ni *one-size-fits-all*.

Ces trajectoires ont abouti à la constitution d'États démocratiques. Mais une même dénomination cache bien des disparités. Les démocraties « illibérales »² sont plus souvent formelles que substantielles : la tenue régulière d'élections et l'existence de partis politiques ne suffisent pas à faire une démocratie. Nombre d'États démocratiques sont à la fois iniques et inefficients. Ces maux n'affectent pas seulement quelques pays en développement. Fukuyama fustige le déclin du modèle américain qui, à force de multiplier les contre-pouvoirs par peur d'une dérive autoritaire du maître de l'exécutif, s'est transformé en « veto-cratie », incapable de réformes audacieuses. Pour autant, l'auteur de *La Fin de l'histoire* ne va pas jusqu'à brûler ce qu'il a adoré : la démocratie de marché, en dépit de ses tares, reste l'horizon indépassable de notre temps.

Yves Gounin

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

VIOLENCE AFTER WAR. EXPLAINING INSTABILITY IN POST-CONFLICT STATES

Michael J. Boyle

Baltimore, MD, Johns Hopkins University Press, 2014, 434 pages

Michael J. Boyle s'est intéressé aux poussées de violence auxquelles font face certains États à peine sortis d'une expérience de lutte armée, menée sur tout ou partie de leur territoire, et ponctuée par

la signature d'accords de paix formalisés. Avec deux questions en tête : quels facteurs déterminent la constitution de défis articulés visant à redéfinir les équilibres de forces et les affectations de ressources ? Que reflètent les variations d'intensité de la violence stratégique dans ces États post-conflit ?

La partie la plus stimulante de l'ouvrage est celle qui détaille le modèle explicatif mis au point par l'auteur. Celui-ci y distingue deux modalités de résurgence de la violence stratégique. D'une part la voie directe, qui réplique le conflit initial et ses lignes de forces (motivations, antagonismes, instruments). D'autre part la voie indirecte, qui se nourrit de la fragmentation des factions en présence, et donne lieu à une prolifération de jeux de pouvoir partiellement déconnectés des enjeux d'antan, codéterminés par des logiques organisationnelles et régionales, donc moins prévisibles. Ces deux voies ne sont pas exclusives, ce qui peut mener à des hécatombes persistantes – comme en Irak entre 2003 et 2008. En complément, Boyle recourt à la notion de structure des opportunités pour déterminer ce qui favorise ou non le recours aux armes : 1) vulnérabilité de tel ou tel groupement (ethnique, religieux, politique) de la société civile ; 2) flexibilité de l'appareil d'État face aux forces ascendantes ; 3) aptitude et disposition des intervenants extérieurs (occupants ou pacificateurs) à contenir les violences (offensives ou défensives). Vu sous un angle utilitaire, ce modèle fournit aux forces de maintien de l'ordre des clés pour anticiper les flambées de violence et identifier les systèmes d'enjeux sous-jacents qui déterminent leurs points de fixation.

Violence After War s'appuie sur une base de données regroupant 52 exemples d'États post-conflit, couvrant la période

2. F. Zakaria, « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 1997.

1989-2007. À partir de cet échantillon, Boyle n'a pas simplement élaboré une échelle des différents niveaux de violence stratégique (massive, éparpillée, occasionnelle, résiduelle). Il a aussi extrait cinq cas d'étude (Bosnie, Rwanda, Kosovo, Timor oriental et Irak) qui lui ont servi à tester et affiner ses hypothèses. D'un abord pas toujours facile, vu le style conceptuellement chargé de l'auteur, ces tableaux ont le mérite de s'appuyer sur des enquêtes de terrain, qui confèrent à l'ensemble un minimum de densité sociologique. Les recommandations de fin d'ouvrage s'adressent prioritairement aux forces d'interposition extérieures. En substance : gare aux approximations et aux simplismes des bureaucraties (civiles et militaires) pseudo-savantes, mal équipées pour appréhender les cultures allogènes, trop rigides et lentes pour décoder en temps réel les recompositions post-conflit. Tout en se défiant de leurs illusions narcissiques (mythe du grand réparateur de torts et fantasma du *deus ex machina*), les instances médiatrices doivent affiner leurs analyses pour cerner avec précision les logiques organisationnelles et les dilemmes politiques auxquels font face les ex-belligérants, dès lors qu'ils rentrent dans une logique de démobilisation.

Jérôme Marchand

HISTORICAL EXPERIENCE. BURDEN OR BONUS IN TODAY'S WARS? THE BRITISH ARMY AND THE BUNDESWEHR IN AFGHANISTAN

Eric Sangar
Freiburg im Breisgau, Rombach,
2014, 280 pages

La littérature sur l'adaptation militaire a connu un renouveau avec les conflits d'Irak et d'Afghanistan. Conçue comme

un processus de changements organisationnels, doctrinaux et opérationnels en temps de guerre, l'adaptation a été analysée selon différentes échelles (institutions et unités sur le terrain) ou à partir de plusieurs variables (matérielles, culturelles, sociales, politiques). Eric Sangar s'intéresse ici au rôle de l'histoire dans ce processus. Amplement discutée dans les cercles militaires – notamment anglo-saxons –, la recherche d'enseignements par l'observation du passé demeure sous-théorisée. D'un côté domine une conception positiviste de l'histoire comme réservoir d'expériences dont il suffirait d'identifier les plus pertinentes. De l'autre, se retrouve une vision critique insistant sur le danger des métaphores et analogies. Sangar s'interroge plutôt sur la manière dont les expériences sont analysées et diffusées dans les organisations militaires. Son approche pragmatique de l'usage de l'histoire voit cette dernière comme une source d'arguments rhétoriques permettant de débattre et d'évaluer les stratégies possibles. Dans cette optique, une organisation possédant un riche répertoire d'expériences sera plus capable de développer une stratégie fondée sur une compréhension correcte du présent. À condition qu'elle réussisse à transformer cette expérience en enseignements nourrissant les débats et en une interprétation partagée du présent. Ainsi le passé joue-t-il un rôle essentiel dans la formulation des stratégies contemporaines ; mais il n'est ni une structure déterminant les agents, ni le produit de leurs seules actions.

L'expérience historique est une ressource qui doit être mobilisée et exploitée, et qui peut l'être par d'autres organisations, selon les traditions de ces dernières. Tirer des enseignements du passé est primordial pour orienter l'action opérationnelle : l'auteur compare ainsi l'utilisation de l'histoire par

la British Army et par la Bundeswehr confrontées au conflit d'Afghanistan.

La riche expérience en contre-insurrection de la première n'a pas produit d'adaptation initiale en Irak ou dans le Helmand. L'absence de débats sur les enseignements de la Malaisie et de l'Irlande du Nord, couplée à la croyance en un lien mécanique entre expérience et expertise explique cette inertie. La perception d'un échec en Irak en 2007 a pourtant affecté la manière dont l'histoire était incorporée dans le processus d'adaptation. D'une part, les Britanniques ont effectué une analyse comparative de plusieurs cas historiques. D'autre part, le débat doctrinal a souligné la validité continue des principes de contre-insurrection définis par Robert Thompson après la Malaisie, tout en reconnaissant la singularité de chaque contexte opérationnel.

Le cas de la Bundeswehr illustre la combinaison d'une absence d'expériences et de débats doctrinaux. Ainsi, le mandat dans la province de Kunduz est-il tout d'abord interprété à l'aune des opérations de l'armée allemande dans les Balkans. D'où une posture essentiellement réactive du fait de l'écart entre ce modèle et les dynamiques de violence en Afghanistan. L'escalade de ces dernières à partir de 2009 produit donc une réorientation vers le combat classique interarmes hérité de la guerre froide.

L'ouvrage de Sangar apporte une ouverture bienvenue sur les mécanismes par lesquels l'histoire est incorporée dans la compréhension des contraintes opérationnelles. Son étude pourrait être utilement poursuivie en comparant les cas d'organisations articulant différemment répertoire d'expériences et propension aux débats doctrinaux.

Stéphane Taillat

KNOWING THE ADVERSARY. LEADERS, INTELLIGENCE, AND ASSESSMENT OF INTENTIONS IN INTERNATIONAL RELATIONS

Keren Yarhi-Milo

Princeton, NJ, Princeton University Press, 2014, 356 pages

Une petite phalange de spécialistes du renseignement étudie les mécanismes au travers desquels les États décodent les intentions à long terme de leurs adversaires. Des figures telles que Wesley Wark, Ernest May ou Raymond Garthoff ont signé dans ce domaine des travaux qui continuent à faire référence. Mais les recherches n'ont pas forcément prêté attention aux indicateurs tangibles dont font usage les décideurs de haut niveau et les organismes de surveillance censés optimiser leurs choix. C'est là que l'ouvrage de Keren Yarhi-Milo se montre précieux. Au lieu de se contenter de généralités éprouvées, l'auteur élabore un modèle interprétatif articulé – thèse de l'attention sélective –, en s'appuyant sur de très riches sources primaires (archives officielles, témoignages) et secondaires (ouvrages de Robert Jervis, John Mearsheimer, Philip Tetlock, Richards Heuer, etc.).

Au cœur de ce modèle, se trouve l'idée selon laquelle les dirigeants politiques de premier plan forment une bonne part de leurs jugements sur la base de cadres interprétatifs peu évolutifs, d'impressions saillantes glanées lors d'échanges en face-à-face, de mises à l'épreuve dramatisées faisant office de « tests de crédibilité ». De leur côté, les producteurs de rapports, opérant depuis les bureaux, subissent des logiques organisationnelles qui les incitent à privilégier des indicateurs nettement plus linéaires et formalistes, de type poids des effectifs militaires,

taille et teneur offensive/défensive des arsenaux, doctrines d'emploi des forces armées, etc. N'utilisant pas les mêmes outils de décodage, ne parlant pas un langage commun, gérant différemment les incertitudes relationnelles et analytiques, les deux parties en présence auraient beaucoup de mal alors à synchroniser leurs évaluations et leurs projections. Ce qui handicaperait l'application «raisonnée» des politiques de dissuasion et de réassurance ciblant les puissances antagonistes.

Pour tester ses hypothèses, Yarhi-Milo a retenu trois types de matériaux: les évaluations britanniques de l'entre-deux-guerres sur les projets du Troisième Reich; celles menées sous Jimmy Carter concernant l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) brejnévienne; celles du second mandat de Ronald Reagan sur les intentions de l'URSS gorbatchévienne. Dans chaque cas, l'auteur isole des éléments convergents montrant que les leaders démocratiques directement impliqués ont négligé les analyses de leurs propres services de renseignement – pertinentes ou non. Pour ce qui est des implications de la recherche, l'auteur – qui a évolué dans la communauté du renseignement israélienne – suggère à demi-mot de ne pas survaloriser les estimations stratégiques produites par les forces armées et les organismes de renseignement militaires. Attention à ne pas leur accorder plus de poids qu'elles n'en méritent, conceptuellement et psychologiquement parlant.

Plus généralement, la conclusion esquisse toute une série d'interrogations passionnantes, touchant par exemple aux systèmes de décodage alternatifs utilisés par les autocrates, aux dispositifs de signalisation et aux mécanismes d'auto-évaluation plus ou

moins sophistiqués (*feedback* réaliste ou illusions narcissiques) dont font usage les négociateurs de premier rang, ou encore aux vertus de la diplomatie privée. Au total, une vraie lecture stimulante.

Jérôme Marchand

LA FRANCE DU DJIHAD

François Vignolle et Azzedine Ahmed-Chaouch
Paris, Éditions du Moment, 2014,
208 pages

ILS CHERCHENT LE PARADIS, ILS ONT TROUVÉ L'ENFER

Dounia Bouzar
Ivry-sur-Seine, Les Éditions
de l'Atelier, 2014, 176 pages

Depuis 2012 et la prise de contrôle par les rebelles de plusieurs postes-frontières, l'afflux de combattants étrangers n'a cessé d'augmenter en Syrie. À la fin 2014, près de 15 000 personnes ont ainsi rejoint les rangs de l'opposition à Bachar Al-Assad, dont environ 3 000 Occidentaux. Parmi ces derniers, les Français sont les plus nombreux. D'après les chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur en novembre 2014, plus de 1 000 ressortissants français étaient alors impliqués dans les filières syriennes.

Les deux ouvrages présentés ici apportent des éclairages complémentaires sur ce phénomène inquiétant. Le premier est l'œuvre de deux journalistes d'investigation, François Vignolle et Azzedine Ahmed-Chaouch. Il met l'accent sur la dimension sécuritaire du djihad syrien: on nous y présente les «nouveaux Merah» et autres «petits

soldats d'Allah» qui, radicalisés très rapidement par le biais des réseaux sociaux, ont quitté précipitamment la France pour combattre aux côtés de l'État islamique. Certains d'entre eux rêvent de revenir en Europe pour y commettre des attentats.

La diversité des profils de ces «djihadistes *made in France*» est frappante. La proportion de convertis est élevée, probablement supérieure à 20 %. Celle des femmes avoisine également les 20 %. La part des individus connus des services de police avant leur départ est significative, mais ils ne sont pas majoritaires: parmi les Français qui sont morts en Syrie, les deux tiers avaient un casier judiciaire vierge. Et parmi ces derniers, certains avaient fait de bonnes études. La dernière phrase de l'ouvrage – citation d'un avocat – résume la teneur générale du livre: «Lorsqu'on commence à avoir peur de ses enfants, on peut craindre pour l'avenir de son pays.»

L'ouvrage de Dounia Bouzar est très différent: il se focalise sur des parents qui n'avaient pas peur de leurs enfants, ont été confrontés à un processus d'endoctrinement brutal, et déploient des efforts incommensurables pour les ramener à la raison (et à la maison). Beaucoup de ces enfants sont des adolescentes qui, dans une période de faiblesse consécutive à un deuil, ont été séduites par la rhétorique des djihadistes. À force de conversations sur Facebook, elles ont décidé de partir en Syrie où certaines d'entre elles ont épousé des combattants.

Le désarroi et l'abnégation des parents sont émouvants. Des termes très forts sont employés: «mères orphelines», «kidnapping moral», «anesthésie affective», etc. Pour l'auteur, le processus qui a conduit les enfants à se

séparer de leurs parents s'apparente à une emprise sectaire. En l'occurrence, le principal gourou serait le chef de la branche francophone de Jabhat Al-Nosra. Pour désendoctriner ces adolescentes, il faudrait se situer non dans le registre de la rationalité ou dans celui de la théologie, mais dans celui des émotions.

On comprend à la lecture de ces deux ouvrages la complexité de la situation pour les autorités françaises. Les adolescentes décrites par Bouzar ressemblent plus à des victimes qu'à de dangereux terroristes. D'autres individus ayant rejoint le djihad syrien sont, en revanche, une menace réelle pour l'Europe, comme l'illustre le cas de Mehdi Nemmouche. En l'absence de méthode scientifique séparant le bon grain de l'ivraie, il appartient aux juges de trancher, au cas par cas.

Marc Hecker

ÉCONOMIE

THE END OF NORMAL. THE GREAT CRISIS AND THE FUTURE OF GROWTH

James K. Galbraith
New York, NY, Simon & Schuster,
2014, 304 pages

HOUSE OF DEBT

Atif Mian et Amir Sufi
Chicago, IL, The University of
Chicago Press, 2014, 228 pages

La crise économique que les pays industrialisés traversent depuis 2007 continue de susciter de nombreuses réflexions. Dans son dernier ouvrage, James Galbraith estime que cette Grande

Récession est d'une nature radicalement différente des crises précédentes. Selon lui, quatre facteurs semblent indiquer que l'Amérique entre dans une période de stagnation durable qui ne serait autre que l'état normal du capitalisme, comme le défendaient dès 1966 les deux économistes néomarxistes Paul Baran et Paul Sweezy, que Galbraith cite abondamment. D'abord, la hausse du prix de l'énergie et l'inévitable adaptation aux changements climatiques pèsent négativement sur les stratégies des entreprises et les habitudes de consommation. Ensuite, la capacité des États-Unis à imposer des évolutions politiques par la force militaire ou les sanctions financières est de plus en plus limitée. Enfin, il y a ce que l'auteur nomme la « tempête digitale », génératrice de chômage, et les conséquences de la crise immobilière qui se feront sentir encore longtemps.

Face à ces quatre défis, l'auteur considère que les raisons diversement invoquées pour expliquer la crise – telles que le poids du *big government*, la faillite des régulateurs ou le surendettement privé – sont insuffisantes. Il en va de même des remèdes avancés par la plupart des économistes, à l'instar de ceux qui, classés à gauche comme Galbraith, en appellent à une relance de la demande. Celui-ci préconise en fait un nouveau *New Deal* dans un cadre capitaliste complètement régulé et rénové. Son analyse est brillante, mais son pessimisme est exagéré quand on connaît le potentiel de croissance et de développement qui existe en Afrique et en Asie du Sud – soit plus de 40 % de la population mondiale – et qui pourrait dynamiser durablement les économies occidentales.

Pour Atif Mian et Amir Sufi, la Grande Récession est le produit d'un système

financier qui a poussé les ménages à s'endetter massivement. Leur démonstration est impressionnante et implacable. L'explosion des prêts immobiliers jusqu'à 2007 a créé un effet richesse fictif, qui a conduit les propriétaires américains à poursuivre leur politique d'endettement. En réalité, la dette s'apparente à une « anti-assurance » appauvrissant les ménages au moment où ils sont vulnérables – en période de perte d'emploi ou de récession. D'ailleurs, selon les auteurs, la chute de la consommation très marquée dans les foyers fortement endettés constitue bien la preuve que la crise immobilière et le fort endettement privé sont à l'origine des difficultés. Dès lors que la récession est installée et se propage, il devient stérile de condamner moralement les ménages surendettés. Que faire alors ?

Les solutions classiques consistant à baisser les salaires et à pousser les travailleurs à migrer ne sont pas réalistes. Les politiques d'austérité visant à rééquilibrer les comptes publics sont dangereuses. Les politiques monétaires accommodantes sont quant à elle inadéquates. D'une part, la baisse des taux d'intérêt est inopérante car les individus ayant la plus forte propension à consommer sont déjà très endettés. D'autre part, les *quantitative easings* ne sont d'aucune utilité aux grandes entreprises, et ne font qu'alimenter le gonflement de bulles sur les marchés actions. Mian et Sufi en arrivent à la conclusion qu'il serait nettement plus efficace de restructurer la dette des ménages. Cette initiative permettrait d'accroître la demande globale et de prévenir de futures bulles, qui sont le plus souvent le résultat d'une expansion excessive de l'offre de crédit.

Norbert Gaillard

THE STATUS QUO CRISIS. GLOBAL FINANCIAL GOVERNANCE AFTER THE 2008 MELTDOWN

Eric Helleiner

Oxford, Oxford University Press, 2014, 234 pages

Pendant la tourmente de 2008-2009, il parut acquis qu'une profonde réforme du système financier international était nécessaire. Mais rien n'a vraiment changé depuis. Le politiste canadien Eric Helleiner le démontre en passant en revue quatre aspects majeurs de la gouvernance financière globale. Premièrement, l'approche: malgré les promesses – liées à la création du G20 – d'une gestion plus multilatérale des questions financières mondiales, les principales initiatives mises en œuvre – notamment la plus efficace, l'ouverture de lignes de *swap* entre banques centrales, qui a permis la poursuite du refinancement des établissements bancaires en devises internationales – ont été unilatérales, ou bilatérales. Deuxièmement, l'architecture: loin d'être affaibli par la crise des *sub-primes*, le dollar a consolidé son statut de pivot du système. Troisièmement, l'idéologie: bien qu'intellectuellement battue en brèche, l'attitude favorable au marché qui avait inspiré l'action des décideurs avant 2008 – notamment dans le domaine de la régulation financière – n'a pas véritablement été remise en cause par la suite. Quatrièmement, les institutions: la création du Conseil de stabilité financière en 2009 n'a nullement inséré la finance internationale dans un cadre institutionnel contraignant, semblable à celui que donne aux échanges commerciaux l'Organisation mondiale du commerce. Au lieu d'encourager le développement de solutions supranationales, la crise a donc engendré une renationalisation

des politiques financières et un renforcement de la puissance des États-Unis au cœur du système monétaire international.

Le texte de Helleiner a le mérite de parcourir une grande masse de sources en les présentant de manière accessible à tout type de public. Il s'agit donc là d'un guide précieux pour ceux qui souhaitent se repérer parmi les nombreuses initiatives – souvent sans suite – promues depuis 2008. La nature essentiellement descriptive de l'ouvrage est son point fort; elle en est aussi, néanmoins, la limite. Beaucoup de facteurs explicatifs sont proposés, mais le poids effectif de chacun dans la détermination des phénomènes observés n'est pas toujours clair. La richesse de détails amène parfois l'auteur à perdre de vue les causes structurelles des comportements étudiés et à s'étonner de circonstances peu surprenantes.

Au fond, le résultat de la crise n'a-t-il pas été le *status quo* précisément parce qu'il s'agissait là du but véritable des décideurs dans tous les pays? Sa préservation n'était-elle pas l'objectif premier de politiques comme le sauvetage des institutions financières défaillantes, la continuation artificielle du refinancement international en dollars, une gestion de réserves conservatrice par les pays périphériques, ou l'assouplissement quantitatif agressif par les pays développés? Les limites de la démarche analytique de l'ouvrage sont révélées par celles de sa démarche prédictive: le livre se clôt par l'énumération de quatre scénarios possibles pour l'évolution de la gouvernance financière globale, mais nulle piste n'est donnée au lecteur pour qu'il puisse deviner lequel est le plus susceptible de se matérialiser, et sous quelles conditions. Malgré son final un peu décevant, *The Status Quo*

Crisis demeure néanmoins une lecture à conseiller pour tous ceux qui veulent mieux comprendre les équilibres financiers internationaux actuels, voire spéculer sur leur futur.

Stefano Ugolini

THE EURO TRAP. ON BURSTING BUBBLES, BUDGETS AND BELIEFS

Hans-Werner Sinn
Oxford, Oxford University Press,
2014, 380 pages

Hans-Werner Sinn, président de l'institut de recherche en économie IFO à Munich, analyse ici comment l'architecture économique et monétaire de la zone euro a modelé la crise des dettes souveraines. Le titre du livre fait donc référence à la croyance de l'auteur, pour qui la zone euro fut un piège pour ses pays membres. Dans cet ouvrage polémique et partial, Sinn argumente que la crise vient des excès d'endettement accumulés par des États peu vertueux et permis par les bas taux d'intérêt causés par leur entrée dans la zone. La raison en est une gouvernance publique défaillante. Pour Sinn, la crise a touché des pays dotés de gouvernements ayant choisi d'utiliser les marges de manœuvre créées par l'adoption de l'euro dans des dépenses publiques improductives ou de réductions d'impôts. Il estime que les efforts de compétitivité n'y ont pas été faits – contrairement à l'Allemagne – si bien que, comme dans la fable, ces pays furent fort dépourvus quand la crise fut venue. Les calculs de Sinn lui font penser que leur compétitivité est trop dégradée, et requiert des ajustements majeurs. Il plaide donc pour l'adoption de réformes structurelles et critique la politique de l'eurosystème, qui retarderait leur mise en place.

Sinn est un économiste international, d'où les défauts et qualités du livre. Il apporte un éclairage informé quant à l'impact potentiellement déstabilisant des afflux de capitaux, leur effet délétère sur la compétitivité et la dissection de l'efficacité potentielle des solutions à la crise. L'auteur plaide pour un possible défaut des gouvernements, afin de ne pas contrevenir aux traités européens interdisant les transferts inter-pays. Il pense également que l'architecture de la zone euro doit être réformée pour permettre aux pays de dévaluer dans le but de retrouver leur compétitivité. Cette solution implique la possibilité d'une sortie – temporaire selon Sinn – de la zone euro. Solution hautement irréaliste d'un point de vue pratique. En effet, s'il y eut quelques précédents historiques, toute sortie fut définitive. La lourdeur des procédures légales, les délais de mise en œuvre des réformes monétaires et leurs coûts économiques rendent très improbable la possibilité d'entrer et de sortir régulièrement de la zone. La négligence affichée pour ces questions pourrait avoir pour cause la fougue et la passion de l'auteur.

Le livre choque par son traitement de la politique monétaire en période de crise. Adeptes du vieil adage selon lequel tout ce qui ne tue pas rend plus fort, Sinn pense que toute politique monétaire permettant d'étaler les conséquences négatives des chocs macroéconomiques et financiers est un transfert indu et contre-productif, car conduisant à repousser la restauration de la compétitivité. Ce faisant, Sinn fait de la politique monétaire une affaire de moralité. Or en période de crise, celle-ci a surtout pour but d'ajuster le lien entre monnaie et crédit quand la confiance – *littéralement* le crédit – s'évanouit.

Cet ouvrage sera utile à ceux qui cherchent à comprendre la radicalité

parfois affichée outre-Rhin vis-à-vis des autres pays. Sinn est un observateur attentif de la politique européenne, et son livre donne le point de vue, informé mais pas toujours juste, des eurosceptiques allemands. Ses nombreux jugements à l'emporte-pièce, son interprétation trop unilatérale et l'imprécision dans les détails institutionnels empêchent de le considérer comme un ouvrage de référence.

Vincent Bignon

TOO BIG TO JAIL. HOW PROSECUTORS COMPROMISE WITH CORPORATIONS

Brandon L. Garrett

Cambridge, MA, The Belknap Press of Harvard University Press, 2014, 366 pages

Au terme d'une étude fortement documentée, Brandon Garrett soutient que la politique judiciaire répressive américaine à l'encontre des grandes entreprises se caractérise par un excès de clémence et une efficacité incertaine, prenant ainsi le contre-pied d'idées communément admises.

Professeur à l'Université de Virginie, l'auteur a analysé plus de 300 procédures pénales à l'encontre de grandes firmes, pour constater le faible nombre de condamnations prononcées par les tribunaux américains à leur encontre, ainsi que leur faible sévérité au regard des infractions commises. L'auteur révèle que, dans les faits, la majorité des procédures pénales ne dépasse pas le stade de l'instruction, se concluant par des *non-prosecution agreements* ou *deferred prosecution agreements*, véritables contrats âprement négociés entre procureurs, ou régulateurs, et grandes entreprises. Aux termes de ces accords, en contrepartie de l'abandon ou de la

suspension des poursuites, les firmes s'acquittent généralement de pénalités, et peuvent être amenées à réformer leur gouvernance et leur système de contrôle de conformité afin d'éviter la répétition des infractions.

Or, pour Garrett, cette politique encouragée par le gouvernement américain souffrirait de deux faiblesses majeures : d'une part, les contreparties financières imposées aux entreprises seraient trop faibles et donc peu dissuasives ; d'autre part, les réformes de gouvernance ou de contrôle de conformité souffriraient d'un grave déficit de supervision et d'évaluation.

Comment expliquer la clémence dont bénéficieraient ces grandes firmes ? Sans apporter de réponse définitive, l'auteur avance qu'elle pourrait en partie s'expliquer par la crainte de certains magistrats américains d'affaiblir l'économie nationale, voire mondiale, en imposant de lourdes sanctions. Il souligne aussi la disproportion entre les moyens financiers et humains dont disposent les procureurs et ceux des grandes entreprises, qui rend difficile tant les poursuites que le suivi des réformes imposées.

L'auteur propose de remédier à cette faiblesse de la politique répressive américaine en recourant de façon moins systématique aux *non-prosecution agreements* et *deferred prosecution agreements*, en assurant un suivi judiciaire de leur application, en imposant des sanctions financières plus lourdes à l'encontre des grandes entreprises et en organisant une publicité accrue des procédures judiciaires.

Le lecteur français consultera enfin avec intérêt les développements relatifs aux firmes étrangères. Statistiquement, celles-ci sont poursuivies pour trois

principaux types d'infractions: anti-trust, pollution maritime et violation de la réglementation anticorruption. À l'inverse de leurs homologues américaines, les entreprises étrangères ne bénéficieraient que rarement de *non-prosecution agreements* ou *deferred prosecution agreements*. L'auteur souligne surtout l'étonnante disproportion dans le montant des pénalités infligées: les secondes seraient sanctionnées neuf fois plus lourdement que les premières, pour des faits comparables. Les récentes procédures menées par les autorités américaines à l'encontre de sociétés étrangères sur la base de violations de sanctions économiques internationales tendent à confirmer cette analyse.

Jérôme Da Ros

OUR ENERGY FUTURE IS NOT SET IN STONE

Philippe Charlez
Paris, Éditions Technip, 2014,
298 pages

L'ouvrage de Philippe Charlez s'ouvre sur une mise au point: on aurait tort de considérer que les hydrocarbures sont des énergies du passé. Il y a en effet fort à parier que la quête de la croissance économique continuera d'animer nos sociétés et qu'elle poussera encore à la hausse la demande en énergie. Les exercices prospectifs de l'Agence internationale de l'énergie pointent bien un essor des énergies renouvelables et du nucléaire, mais ils confirment aussi que les combustibles fossiles garderont leur prédominance dans la satisfaction des besoins énergétiques mondiaux à l'horizon 2035. La perspective d'une augmentation de la demande de pétrole et de gaz est d'autant plus probable que les réserves mondiales sont peu à peu réévaluées pour intégrer les ressources non conventionnelles, encore considérées comme inexploitable

La question cruciale est donc de savoir comment cette demande de pétrole et de gaz pourra être couverte dans les 20 prochaines années. Pour y répondre, l'auteur dresse un panorama complet de tous les facteurs qui influenceront sur le niveau de production des hydrocarbures. Les premiers chapitres abordent les bouleversements technologiques qui ont toujours permis de repousser les limites, tant pour l'exploitation des champs matures que pour la découverte de nouveaux gisements. Au fil des pages, on comprend que les défis auxquels est confrontée l'industrie pétrolière et gazière vont bien au-delà des enjeux techniques et s'étendent à l'impératif de sécurité des opérations, aux enjeux sociaux et environnementaux, à la gestion des ressources humaines et, bien sûr, aux facteurs géopolitiques qui déterminent les conditions d'accès aux hydrocarbures.

Chacun de ces thèmes est abordé sans détour. L'auteur porte un regard lucide sur les expériences passées et les enjeux du futur, et c'est précisément ce qui rend l'ouvrage très instructif. Le cinquième chapitre nous propose notamment une analyse fine des raisons pour lesquelles l'industrie pétrolière et gazière est mal considérée dans l'opinion publique. Il fournit des éléments détaillés sur l'ampleur des problèmes et décrit les démarches initiées par les compagnies pétrolières et gazières pour y remédier. Ainsi, l'auteur revient sur les marées noires, sur la contribution des hydrocarbures au réchauffement climatique, ou encore sur les difficultés à transformer les ressources naturelles en levier de développement. Il élargit ensuite son propos en décrivant les efforts à déployer pour réduire l'impact environnemental de ces activités, et favoriser une meilleure intégration dans le tissu économique local. L'auteur ne minimise pas les enjeux, et offre au contraire des clés de

compréhension et une mise en perspective particulièrement utiles.

Au terme de la lecture, nul doute quant à la pertinence du titre de l'ouvrage. L'industrie pétrolière et gazière présente aujourd'hui un visage bien différent de celui qu'elle avait ne serait-ce que 10 ans auparavant, et tout porte à croire que les cartes seront rebattues dans les prochaines décennies. Notre avenir énergétique n'est pas gravé dans le marbre et c'est bien ce qui en fait un objet d'étude particulièrement riche.

Carole Mathieu

NOUVELLES TECHNOLOGIES

LES FINS D'INTERNET

Boris Beaudé
Limoges, FYP Éditions, 2014,
96 pages

Dans l'ouvrage de Boris Beaudé, chercheur au laboratoire Chôros de l'École polytechnique fédérale de Lausanne, «les fins d'internet» désignent aussi bien les finalités qui ont conduit à la naissance de l'internet comme réseau ouvert et décentralisé, que la mise à mort de ses fondements sous la pression de sa commercialisation, des failles sécuritaires et de la régulation étatique.

À sa création, l'internet porte en lui les attentes de chercheurs qui perçoivent la Seconde Guerre mondiale comme le résultat, pour partie, d'un système de communication inefficace. Le nouveau réseau devait alors dépasser la territorialité des nationalismes, garantir la transparence des échanges et établir la liberté d'expression comme valeur commune dans le monde. La participation, l'indépendance et la transparence

sont trois conditions nécessaires à la constitution de l'internet comme espace de liberté d'expression et de contribution à l'intelligence collective. Or ces conditions ne peuvent être remplies à l'heure où le réseau se privatise, où les collaborations répondent davantage à des enjeux professionnels qu'individuels et où des algorithmes aux formules mathématiques tenues secrètes organisent l'espace informationnel.

Les organisations privées ne sont pas les seules à mettre à mal la liberté d'expression sur le web, entendue ici dans une acception héritée des Lumières. Le discours libertaire porté par les pionniers de l'internet est, par nature, incompatible avec la notion d'État-nation et les enjeux sécuritaires de ces derniers. De ce fait, le réseau est devenu un espace régulé et surveillé sous des formes variant en fonction des cultures nationales. L'Iran construit son intranet tandis que la National Security Agency (NSA) américaine généralise au monde entier ses pratiques de surveillance. Pour Beaudé, qui travaille depuis plusieurs décennies sur les relations de causalité entre espace et politique, cette hétérogénéité trouve une traduction dans la géographie même de l'espace internet. Conçu à l'origine comme décentralisé, celui-ci subit aujourd'hui une «hypercentralité». Là encore, celle-ci est le résultat tant des organisations privées que des États.

D'une part les entreprises ont su détourner la gratuité favorisée par le fonctionnement même de l'internet: contre le service gratuit, l'internaute accepte de livrer ses informations personnelles et devient lui-même le produit vendu aux annonceurs. Les firmes du secteur cherchent désormais à monopoliser le plus grand espace, en imposant à l'utilisateur le choix par défaut d'un logiciel ou d'une

application, en limitant l'interopérabilité des services, ou encore en diversifiant leurs activités pour capter tous les segments de la chaîne de valeur et de nouveaux créneaux commerciaux. L'utopie de déterritorialisation et de décentralisation portée par l'internet se heurte également au repli des États qui constatent la vulnérabilité de leurs données en ligne et la domination américaine. Pour l'auteur, ces deux facteurs conduisent au retour d'une certaine forme d'impérialisme et génèrent donc une méfiance des États entre eux, en contradiction même avec l'universalité à laquelle aspirait le réseau.

En conclusion, Beaude évoque la dérive d'un internet neutre vers un internet neutralisé, et invite les États-nations et les organisations privées, soit tous les acteurs qui se sont emparés du réseau, à initier un grand débat autour des enjeux politiques de « ce seul lien que l'humanité ait en commun ».

Camille Vaziaga

POUR TOUT RÉSOUDRE, CLIQUEZ ICI. L'ABERRATION DU SOLUTIONNISME TECHNOLOGIQUE

Evgeny Morozov
Limoges, FYP Éditions, 2014,
250 pages

Evgeny Morozov, chercheur et essayiste biélorusse, développe ici un nouveau concept: le «solutionnisme» numérique. Ce néologisme décrit la volonté des entreprises de la Silicon Valley de s'introduire dans tous les aspects de la vie des citoyens et des sociétés, prétendant résoudre les problèmes rencontrés aussi bien dans le domaine de la santé que dans celui de l'éducation ou de la criminalité. L'auteur met en garde contre les risques de désengagement de l'État, de fin d'une gestion collective de

la société et du rejet de l'humain dans son caractère imprévisible et imparfait.

Parce qu'aujourd'hui tout objet peut contenir des capteurs, récolter et traiter des données, on assiste à une *smartification* de la vie quotidienne: toute personne peut se voir adresser des conseils en temps réel, de façon personnalisée et interactive. Ces technologies, créées par les entreprises liées à l'internet, offrent un mode de résolution de problèmes sociaux à une échelle individuelle. Les objets connectés créent des formes d'incitation non brutales visant à régir différents aspects de la vie quotidienne: hygiène, nutrition ou information. Par là, ils imposent aux citoyens une nouvelle vision politique de la société: l'individualisme.

Cette vision prend le contre-pied des théories de science politique développées dans les années 1970-1980, selon lesquelles les problèmes sociaux se résolvait par l'identification de leurs racines dans la société. Le solutionnisme désengage l'État pour responsabiliser l'individu: face à l'obésité, les entrepreneurs de la Silicon Valley invitent l'individu à prendre sa vie en main en calculant le nombre de pas qu'il a fait, plutôt qu'ils n'exigent de l'État qu'il régule le secteur agro-alimentaire. Un mode de résolution des problèmes qui convient parfaitement aux gouvernements en manque de liquidités.

Au-delà du contrôle comportemental permis par les objets connectés, Morozov dénonce la tentation pour les États d'adopter une gouvernance algorithmique généralisée pour leurs politiques publiques. Pour les entreprises, les algorithmes appliqués à la gestion de la collectivité présentent l'avantage d'une politique efficace, transparente et économique. Pour l'auteur, ce virage technologique signe la mort de la

politique, si ce n'est celle prônée par la Silicon Valley, où les maux sociaux sont remplacés par l'individualisme.

Au-delà de ces logiques propres à la numérisation du monde, Morozov critique plus largement le désengagement de l'État au profit d'une logique capitaliste qui ne dit pas son nom, le manque de transparence des institutions privées qui n'ont de compte à rendre qu'à leurs investisseurs, une recherche effrénée de l'innovation sans lignes directrices, et le repli de la puissance publique vers des solutions court-termistes ne combattant en rien les causes structurelles. Comme un fil rouge tout au long de ces pages comme de celles de son précédent ouvrage, l'auteur nous exhorte à ne pas nous méprendre sur la nature profondément capitaliste des entreprises internet, y compris celles de l'économie collaborative, et à les traiter avec plus de suspicion, notamment quand on leur livre tant d'informations personnelles. Comme ce fut le cas pour les infrastructures de transport ou d'électricité, la privatisation du réseau répond plus aux besoins d'États en crise qu'à celles d'individus souhaitant s'auto-organiser.

Camille Vaziaga

AFRIQUE

LES AFRIQUES AU DÉFI DU XXI^e SIÈCLE. GÉOPOLITIQUES SUBSAHARIENNES

Georges Courade
Paris, Belin, 2014, 318 pages

En 2006, Georges Courade dirigeait un ouvrage collectif remarquable dans lequel étaient battus en brèche les poncifs circulants sur l'Afrique (*L'Afrique des idées reçues*, Belin, 2006). Tout y passait,

depuis les mécanismes du développement («L'accumulation est impossible parce que la redistribution est sans limite») jusqu'à la mémoire controversée de l'esclavage («La traite négrière est le seul fait des Européens»), en passant par le rôle du groupe («Le contrôle social est si fort qu'il décourage les initiatives») et la place des femmes («Les Africaines sont soumises»).

Dans la même collection dirigée par Rémy Knafou, ce géographe désormais retraité liste les défis à relever et les trajectoires pour le faire. Les premiers sont bien connus. Courade fait la part belle aux défis physiques et humains : l'épuisement des sols, le réchauffement climatique, les pandémies débilantes, la transition démographique, l'urbanisation anarchique, etc. Il évoque aussi les défis politiques : la constante réinvention des traditions, la difficile acculturation de l'État, la trop lente constitution d'unions régionales, l'ouverture toujours déséquilibrée au monde extérieur, etc. Il trace ensuite les trajectoires qui permettraient à l'Afrique d'accéder à sa «deuxième indépendance» : l'élaboration d'une «citadinité sans infarctus urbain», la sécurisation des titres de propriété, la mise en œuvre d'une authentique politique de décentralisation, l'insertion harmonieuse dans le commerce international, etc.

En 10 ans, l'Afrique a changé. Alors que le reste du monde peine à se rétablir de la crise financière de 2008, elle affiche des taux de croissance insolents : + 5 % en moyenne par an pour le produit intérieur brut (PIB), + 16 % pour les échanges commerciaux. La pauvreté y recule, les conflits s'y font plus rares, une classe moyenne s'y enracine, qui épargne et consomme. Les faits semblent avoir donné raison à l'«afro-optimisme» revendiqué par Georges Courade et son équipe en 2006.

Si l'Afrique va mieux, va-t-elle bien pour autant? À trop combattre l'afropessimisme qui a longtemps prévalu, les tenants de l'afro-optimisme courent le risque symétrique de gommer les réalités les moins agréables. Ainsi des défis posés par l'urbanisation. L'Afrique comptait une seule ville atteignant le million d'habitants à l'époque des indépendances (Ibadan); il y en a aujourd'hui une trentaine. Et le taux d'urbanisation ne dépasse pas encore les 40 %. Pour qui connaît les embouteillages dantesques de Nairobi ou de Dakar – avant la construction de la «Senac» –, sans parler des conditions de vie effroyables dans les bidonvilles de Kibera ou de Makoko, il est clair que l'Afrique est encore loin des niveaux économiques du monde développé. Pour qui investit ou commerce sur le continent, sous la menace incessante d'une inspection ou d'un redressement, pour une règle que l'on a sciemment violée ou involontairement ignorée, l'Afrique mérite encore sa place aux derniers rangs des classements de Doing Business ou de Transparency international. Pour qui souhaite se déplacer dans le Sahara ou dans le nord du Cameroun, sous la menace des coupeurs de route, des djihadistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ou de Boko Haram, l'Afrique n'est pas encore le Danemark.

Yves Gounin

**UN PARTENARIAT POUR L'AVENIR.
15 PROPOSITIONS POUR UNE NOUVELLE
DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE ENTRE
L'AFRIQUE ET LA FRANCE**

Coordonné par Hubert Védrine,
Lionel Zinsou, Tidjane Thiam, Jean-
Michel Severino et Hakim El Karoui
Paris, Pluriel, 2014, 352 pages

Fruit d'un rapport commandé par le
ministère de l'Économie et des Finances,

cet ouvrage présente un panorama complet des potentialités économiques du continent africain, et les analyse avec un point de vue très «afro-optimiste». C'est donc un document de référence utile, une compilation rassurante et variée, qui sont proposés dans la première partie de l'ouvrage. La deuxième propose des pistes pour mettre en œuvre un agenda économique propre à développer un «partenariat» renouvelé. La dernière partie, plus stratégique, se concentre sur la position de la France sur le continent.

La thèse soutenue par les auteurs est que Paris n'a pas pris l'entière mesure des changements à l'œuvre en Afrique. La croissance économique très rapide du continent, son urbanisation croissante ou sa forte résilience lors de la crise de 2008 en font pourtant une zone particulièrement adaptée pour saisir de nouvelles opportunités économiques et créer de la richesse, tant en France – les auteurs y annoncent la création possible de plus de 200 000 emplois en lien avec les activités africaines – qu'en Afrique. Mais, faute de se renouveler, la France perd logiquement des parts de marché sur le continent, face aux nouveaux grands acteurs économiques comme la Chine, mais aussi face à des partenaires plus traditionnels comme l'Allemagne.

Si l'état des lieux a le mérite de l'enthousiasme et de la nouveauté, les propositions sont, elles, beaucoup plus classiques, et l'on pourra regretter que la puissance d'analyse habituelle des auteurs ne s'y exprime pas plus largement. Le fait que le rapport ait été commandé par le ministère de l'Économie et des Finances peut être une première limite. En pratique, la diplomatie économique française est portée à la fois par Bercy et par le ministère des Affaires étrangères, qui en a fait un axe majeur

de sa politique internationale¹. Il aurait alors été intéressant de lire une analyse et des propositions sur la rationalisation possible de l'action de ces deux institutions. Les présentes analyses ne mentionnent d'ailleurs que peu les réalisations en place depuis 2012.

Enfin, on pourra regretter que la compilation – utile par ailleurs – de chiffres économiques sur le continent ne soit pas soumise à la critique, quand les difficultés pour y établir des données fiables sont fort bien connues des praticiens.

Les chercheurs et analystes spécialisés sur l'Afrique ne trouveront donc pas d'analyses nouvelles ou critiques dans cet ouvrage. Ce dernier est d'abord un outil utile pour les acteurs économiques privés français qui, au-delà des propositions techniques, pourraient y puiser un enthousiasme nouveau pour un continent jusqu'ici mal perçu. Au-delà des solutions proposées, c'est bien cette perception qui est au cœur de l'évolution des relations économiques avec l'Afrique.

Hélène Quénot-Suarez

L'EXCEPTION TUNISIENNE. CHRONIQUE D'UNE TRANSITION DÉMOCRATIQUE MOUVEMENTÉE

Nicolas Beau et Dominique Lagarde
Paris, Seuil, 2014, 204 pages

L'ouvrage de Nicolas Beau et Dominique Lagarde, bons connaisseurs de la Tunisie contemporaine, est bienvenu pour rendre

compte de la seule expérience réussie des printemps arabes. Les auteurs reviennent dans un premier chapitre sur la journée du 14 janvier 2011 qui a vu la fuite du président Zine El-Abidine Ben Ali, dans des conditions qui conservent une part de mystère. L'ex-dictateur gardait-il l'espoir d'un retour rapide pour rétablir l'ordre? L'effondrement de l'appareil sécuritaire sur lequel reposait le régime le rend vite impossible.

Ce livre d'histoire immédiate retrace les presque quatre années de transition, souvent heurtées mais préservées des tragédies qui marquent encore d'autres États arabes en révolte, de la Libye à la Syrie. La longue maturation vers la démocratie de la Tunisie, qui a ouvert la voie des révoltes dans le monde arabe, est clairement retracée d'un chapitre à l'autre, de la république thermidorienne à la transition inachevée. Les pages consacrées au parti islamo-conservateur Ennahda éclairent le lecteur sur les ambiguïtés de la formation de Rached Ghannouchi, vainqueur de l'élection de l'assemblée constituante en octobre 2011. La première force politique du pays n'a pas su maîtriser sa victoire et a succombé dans un premier temps à la domination hégémonique, pour finalement prendre le parti de s'effacer début 2014. Repli tactique, selon les auteurs, afin d'éviter un scénario à l'égyptienne marqué par l'éviction et l'interdiction du mouvement des Frères musulmans porté au pouvoir par les urnes.

C'est surtout la revanche de la société civile, dans ses différentes composantes, qui est soulignée. Est justement mis en valeur le poids de la centrale syndicale historique, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), qui s'impose en médiateur dans les périodes de grandes tensions. Il en va de même pour la Ligue tunisienne des droits de l'homme, l'Ordre national des

1. A. Leboeuf et H. Quénot-Suarez, *La Politique africaine de la France sous François Hollande. Renouveau et impensé stratégique*, Paris, Ifri, « Études de l'Ifri », novembre 2014, disponible sur : <www.ifri.org/fr/publications/ouvrages-de-lifri/politique-africaine-de-france-francois-hollande-renouveau>.

avocats et même l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat. Avec l'UGTT, ces trois organisations ont formé, selon l'expression des auteurs, le « quartet » qui va piloter le dialogue national jusqu'en 2014. Le rôle des femmes tunisiennes pendant la révolution et durant les phases les plus délicates de la transition aurait sans doute mérité un chapitre spécifique: on leur doit en effet la préservation du statut personnel le plus avancé dans le monde arabe.

Un développement est consacré à la diplomatie française, qui ne fut certes pas au rendez-vous de l'histoire lors de l'émergence des révolutions arabes. Mais il aurait fallu davantage souligner l'engagement, depuis 2012, de la France aux côtés de la Tunisie: Paris demeure le premier partenaire de cette dernière, et surtout son meilleur avocat auprès de l'Europe et des instances financières internationales.

L'ouvrage souligne en conclusion les défis auxquels sera confronté le nouveau pouvoir: la situation économique, le chômage des jeunes, le développement de la « Tunisie des oubliés », ainsi que la sécurité dans un environnement instable, du fait du chaos libyen. La Tunisie nouvelle a une obligation de réussite, pour elle-même et pour d'autres pays arabes engagés dans des transitions.

Yves Aubin de La Messuzière

LE BEN LADEN DU SAHARA. SUR LES TRACES DU JIHADISTE MOKHTAR BELMOKHTAR

Lemine Ould M. Salem
Paris, Éditions de La Martinière,
2014, 208 pages

Parmi les différents ouvrages parus ces dernières années sur le terrorisme

dans la zone saharo-sahélienne, le livre de Lemine Ould M. Salem est particulièrement stimulant. L'auteur, qui couvre cette zone depuis des années pour plusieurs journaux européens, a été l'un des rares journalistes à s'être rendu dans le nord du Mali en 2012, alors que la région échappait à l'autorité de Bamako et que ses principales villes étaient administrées par trois mouvements islamistes: Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Ansar Dine.

Mokhtar Belmokhtar, alias Khaled Abou Al-Abbas, alias Laouar (« Le borgne ») est un Algérien né à Ghardaïa en 1972; il part très jeune combattre en Afghanistan et s'engage, à son retour, comme des centaines d'autres « Afghans », dans l'islamisme violent. Membre du Groupe islamique armé (GIA) puis du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), il en devient l'un des cadres et participe à son internationalisation vers les pays du Sahel. Il est par la suite fondateur des Signataires par le sang, puis des Mourabitoune. L'ouvrage revient sur la ferveur salafiste de celui qui a souvent été décrit comme un terroriste devenu trafiquant – d'où son surnom de « Mister Marlboro ». Il est d'abord un combattant, avec plusieurs faits d'armes à son actif (attaque de la caserne de Lemgheity en Mauritanie en 2005, ou encore attaque d'In Amenas en janvier 2012), qui lui assurent un grand prestige dans la mouvance salafiste-jihadiste. Le livre confirme également que Belmokhtar est l'un des principaux artisans de l'affiliation du GSPC à Al-Qaïda, et donc de la naissance d'AQMI, en janvier 2007.

Si la trame de l'ouvrage repose sur le parcours de Belmokhtar, l'auteur

dresse des portraits d'autres personnages clés du salafisme-jihadisme saharien, comme Younous Al-Mauritani et Abdelhamid Abou Zeid (AQMI), Hamada Ould Mohamed Kheirou (fondateur du MUJAO), Omar Ould Hamaha (AQMI, MUJAO, puis Mourabitoune) et oncle par alliance de Belmokthar. L'ouvrage comporte d'autres morceaux de bravoure. On signalera pêle-mêle: un récit saisissant de l'opération d'In Amenas, l'auteur étant aux premières loges car en liaison téléphonique avec certains des ravisseurs pendant l'action; une mise en récit très éclairante de la relation entre la Mauritanie et le GSPC, et notamment de la fin de la *moutarakka* (pacte de non-agression) en 2005, marquée par l'attaque de Lemgheity; le rôle des combattants mauritaniens dans AQMI, en particulier celui de Khadim Ould Semane, fondateur d'Ansar Allah Al-Mourabitoune Fi Bilad As-Shinguitt, qui rejoint le GSPC et est impliqué dans les premiers actes violents en Mauritanie.

Ould M. Salem présente un ouvrage basé sur des sources de première main, dont de nombreux entretiens, notamment avec certains salafistes-jihadistes qu'il a pu suivre des mois ou des années, comme le gendre mauritanien de Belmokthar. Le fait que le journaliste ait pu enquêter à Tombouctou et Gao pendant l'occupation de ces deux villes par les islamistes donne évidemment un grand relief à son livre.

On regrettera cependant l'absence de références et d'explications sur la méthode de recoupement et d'arbitrage entre les différents entretiens que l'auteur a eu à traiter: on ne sait ainsi jamais si les faits que rapporte tel protagoniste ont été, ou non, confirmés. Et lorsque des récits n'étaient pas convergents, comment l'auteur a-t-il tranché?

Quand il relaie les affirmations d'un islamiste algérien qui lui explique le soutien actif du Maroc au GIA et lui parle d'une rencontre avec Driss Basri et le roi du Maroc dans une villa de Rabat, on reste dubitatif...

Alain Antil

AMÉRIQUES

MAXIMALIST. AMERICA IN THE WORLD FROM TRUMAN TO OBAMA

Stephen Sestanovich
New York, NY, Alfred A. Knopf,
2014, 416 pages

Stephen Sestanovich présente une thèse particulière: pour lui, les présidences américaines alternent depuis 1945 entre une position proactive en politique étrangère – les présidents «maximalistes» – et une position plus en retrait – les présidents du *retrenchment*. Parmi les premiers, Harry S. Truman, John F. Kennedy, Lyndon B. Johnson, Ronald Reagan et George W. Bush. Parmi les seconds, Dwight D. Eisenhower, Richard Nixon, Gerald Ford, Jimmy Carter, et bien sûr Barack Obama. Seuls deux présidents auraient basculé d'un camp dans l'autre: George H. W. Bush et Bill Clinton.

Cette lecture fournit une explication efficace à la récurrence des débats sur le déclin et l'exceptionnalisme aux États-Unis. La crainte du déclin s'exprime en effet plus souvent pendant les présidences en retrait, telles celles de Carter et d'Obama; la dénonciation d'une posture trop agressive de Washington, la peur de l'*overreach* sont plus fréquentes pendant les présidences maximalistes, comme celles de Reagan ou de G.W. Bush.

L'auteur, spécialiste de la Russie, a été responsable au sein du Département d'État et du National Security Council sous Reagan, puis conseiller de Madeleine Albright sous Clinton. Il est aujourd'hui professeur de relations internationales à l'université de Columbia et *senior fellow* au Council on Foreign Relations (CFR). Il dispose donc d'une connaissance personnelle de la plupart des événements dont il parle. Ce qui lui permet, entre autres, d'éclairer les débats et les évolutions au sein même des administrations. Du lancement du plan Marshall en 1947 jusqu'à la politique d'Obama, en passant par une description passionnante des échanges entre Henry Kissinger et le président Nixon sur le rétablissement des relations avec la Chine, Sestanovich propose surtout un récit vivant et informé, plein d'anecdotes qui avivent l'intérêt. C'est un texte facile à lire, qui pourra servir utilement d'entrée en matière pour les étudiants.

Mais cet ouvrage n'est pas seul à proposer une lecture cyclique des présidences américaines. On pense notamment à celui de Joseph S. Nye, *Presidential Leadership and the Creation of the American Era* (Princeton University Press, 2013), dans lequel l'auteur classe les présidents américains du xx^e siècle selon une autre typologie. Il distingue les présidents « transformationnels » – qui ont bouleversé le système international – et les présidents « transactionnels » – qui ont géré leur époque sans la modifier de façon visible –, précisant que les seconds n'ont pas forcément été moins efficaces en termes de maintien de la stabilité mondiale.

Au final, la lecture de Sestanovich apparaît quelque peu simpliste, tant il est difficile de ranger toutes les actions d'un président et de son administration dans une seule des catégories retenues.

Lui-même n'y arrive pas, par exemple, pour G.H.W. Bush et Clinton. Qui plus est, les programmes des candidats ne résistent pas longtemps aux événements du monde réel. G.W. Bush, par exemple, est arrivé à la Maison-Blanche en 2001 avec des intentions plutôt prudentes sur le plan international, avant d'être mis sur d'autres rails par les attentats du 11 septembre. Il est donc illusoire de penser qu'une politique étrangère est le résultat d'une vision claire et définitive des choses, et d'un choix de méthodes appliquées rationnellement. À la question de savoir ce qui façonne les politiques, le Premier ministre britannique Harold McMillan aurait répondu : « *Events, my dear boy, events!* »

Laurence Nardon

IRAN-CONTRA. REAGAN'S SCANDAL AND THE UNCHECKED ABUSE OF PRESIDENTIAL POWER

Malcolm Byrne

Préface de Bruce O. Riedel

Lawrence, KS, University Press of Kansas, 2014, 448 pages

Malcolm Byrne travaille à la National Security Archive. Avec cet ouvrage minutieux, solidement référencé – plus de 50 000 pages de documents déclassifiés passés au crible –, intelligemment structuré, il entreprend de retracer la genèse et les développements de l'affaire Iran-Contra. Les grandes lignes de ce scandale d'État sont délimitées de longue date. Peu de temps après sa réélection en 1984, Ronald Reagan a amorcé puis validé la mise en place d'un système de négociations secrètes, nominalement destiné à obtenir la libération d'otages occidentaux retenus au Proche-Orient, *de facto* converti en circuit de livraison d'armements

hi-tech à l'Iran khomeyniste et *low-tech* aux guérillas antisandinistes. Le tout sans respect des prescriptions constitutionnelles et des prohibitions parlementaires. Et contre les préventions anti-iraniennes de l'opinion américaine. Une fois rendues publiques, les manœuvres de la Maison-Blanche et des institutions complices (National Security Council, Central Intelligence Agency, Pentagone, etc.) ont déclenché une poussée d'indignation dans les élites américaines et fait perdre à Reagan son aura de *Teflon Man*.

L'ouvrage de Byrne ne livre pas de scoop majeur sur ces points. Il ne clarifie pas non plus les conditions dans lesquelles les premières révélations ont surgi dans la presse. Et il ne fait que survoler les rebondissements dramatiques du scandale dans les arènes médiatique, parlementaire et judiciaire. En revanche, le texte apporte des éléments très détaillés sur les prémices du fiasco – mentionnant les réticences de certains face au ratio gains-coûts des montages en devenir, ou évoquant les obstacles rencontrés par les rouages opérationnels, dans le volet iranien comme dans celui nicaraguayen – ainsi que sur les modalités d'implication de tel ou tel haut-responsable soi-disant tenu à l'écart (George H.W. Bush, George Shultz).

S'agissant du casting, Byrne est attentif à montrer en quoi les militaires (Robert McFarlane, Oliver North, John Poindexter) chargés des tâches d'exécution n'avaient ni les compétences, ni le vécu, ni le profil psychologique requis pour gagner la confiance de leurs interlocuteurs – et faire aboutir des tractations hautement complexes. La palme de la prétention, et de l'inculture, en ce domaine, revient au lieutenant-colonel North, mythomane confirmé qui n'hésitait pas dans ses

mémos à associer livraisons d'armes, libération des otages et démission anticipée de l'imam Khomeyni (sous la pression d'une hypothétique faction modérée). À ce stade, on n'est plus dans le *wishful thinking*, mais dans la pensée magique.

Autre point notable, le texte évoque à plusieurs reprises les carences relationnelles et politologiques de la Central Intelligence Agency, incapable de cerner les paramètres de détention des otages, comme d'identifier les dynamiques de fond à l'œuvre dans le régime des mollahs. Au total, cet ouvrage, peu aisé à lire en continu du fait de la multiplicité des trames narratives, constitue une source indispensable pour tous ceux qui s'intéressent au montage des opérations clandestines de haut niveau et à leurs tares constitutives: *inputs* émotionnels du *leadership* politique, non-intégration des signaux d'alerte témoignant de sérieuses défaillances analytiques et managériales, interférences auto-intéressées des intermédiaires douteux et des régimes tiers mis à contribution.

Jérôme Marchand

**THE WATCHDOG THAT DIDN'T BARK.
THE FINANCIAL CRISIS AND THE
DISAPPEARANCE OF INVESTIGATIVE
JOURNALISM**

Dean Starkman
New York, NY, Columbia University
Press, 2014, 368 pages

Ancien du *Wall Street Journal*, Dean Starkman s'est appliqué à comprendre pourquoi la presse économique américaine n'avait pas détecté et signalé en temps utile les dérives de la finance locale, et ce durant la période clé allant de 2004 à 2006. Sa réponse: si

défaillance il y a eu, c'est que le culte du profit immodéré et la paresse intellectuelle l'ont emporté, au détriment des exigences fondatrices du *reporting* de qualité.

Tel que défini par l'auteur, le journalisme d'affaires nord-américain se divise depuis en deux branches. D'une part, le journalisme d'accès, qui se préoccupe avant tout 1) de recueillir des informations « réservées » auprès de personnalités et d'institutions de premier plan et 2) de délivrer un flux régulier de mini scoops. Quitte à devenir un outil de relations publiques sous influence, mal équipé pour rendre compte des tensions systémiques sous-jacentes et des perturbations inaccoutumées. De l'autre, le journalisme de redevabilité (*accountability*), qui se veut indépendant, combatif, parfois accusatoire, et se pose en défenseur de l'intérêt général. Quitte à voir des complots partout et à formuler des appréciations à l'emporte-pièce. À chaque branche, poursuit Starkman, correspondent des manières propres de voir, de penser, d'agir, qui codéterminent la sélection des sujets (spécialisés ou généralistes), le traitement des nouvelles (orthodoxe ou hétérodoxe), la polarité des jugements (fonctionnels ou moralisateurs), l'implication des audiences cibles (*insiders* ou grand public).

The Watchdog That Didn't Bark explore cette dichotomie. Point notable, l'ouvrage ne se contente pas de dresser le bilan des aveuglements sélectifs qui ont permis aux institutions financières de mettre sur le marché quantité de produits ultra-toxiques avant l'effondrement de 2008. Tout au long des chapitres 1 à 7, l'auteur procède à un récapitulatif historique, articulé autour du clivage accès/redevabilité et construit de manière à nous familiariser avec quelques-uns des acteurs clés

de chaque bord. Sont ainsi évoqués Ida Tarbell, Henry Luce (*Fortune's*) et Bernard Kilgore (*Wall Street Journal*), les journalistes d'investigation très pointus des années 1990 (Carol Loomis, Alix Freedman, Michael Siconolfi), CNBC, etc. S'agissant de la crise des hypothèques, l'auteur prend soin de ne pas blâmer à outrance la presse économique et financière. Comme d'autres pans de l'industrie médiatique, celle-ci subit depuis la fin des années 1990 une fragilisation prononcée, imputable à internet, qui retentit sur ses rapports avec les annonceurs et avec un lectorat *middle class* de moins en moins réceptif aux analyses de fond. Ce qui aboutit à un mode dominant de production des nouvelles relevant du modèle « roue de hamster ».

Pas question pour autant de minorer les faiblesses de la *business press*. Comme l'explique Starkman, le nombrilisme, l'inertie, la fatuité et la complaisance des salles de rédaction new-yorkaises ont entamé leurs capacités d'observation et leurs aptitudes à sortir les histoires importantes. *A contrario*, plusieurs reporters opérant à la marge, dans des publications périphériques, sont parvenus, eux, à pointer du doigt les troubles en gestation. La leçon? Sans réévaluation du journalisme de redevabilité, sans reconsidération des carences imputables aux sites d'information en ligne, la puissance nord-américaine et son système économique s'exposent à de nouvelles convulsions.

Jérôme Marchand

LE BRÉSIL, PAYS ÉMÉRGÉ

Hervé Théry

Paris, Armand Colin, 2014, 300 pages

Parmi les puissances dites « émergentes », un pays s'est particulièrement

affirmé cette dernière décennie sur la scène internationale : le Brésil. Le géographe Hervé Théry nous invite à en comprendre les mutations actuelles et à appréhender le nouveau rôle de Brasilia dans le monde à travers une analyse captivante.

L'auteur, qui s'appuie sur une grande expérience sur le terrain, entend donner des clés de lecture d'un pays qui nous paraît si familier mais qui, au final, est encore victime de clichés tenaces. Il revient ainsi sur ce qui fonde la puissance brésilienne et son attractivité au moyen d'un développement richement documenté et illustré. Son analyse porte à la fois sur le contexte interne et sur l'action du Brésil à l'international. Et c'est un ensemble de données objectives décrites par l'auteur qui l'autorise à qualifier le géant sud-américain de « pays émergé ».

Comme le souligne Théry, le Brésil présente des atouts indéniables sur lesquels il peut s'appuyer pour son développement : un territoire immense et une population importante (5^e rang mondial) ; des ressources naturelles abondantes (hydrocarbures, ressources minières, ressources hydriques, biomasse) ; une production de matières premières conséquente ; des multinationales performantes et influentes, qui profitent des dynamiques de la mondialisation (Petrobras, Embraer, Vale) ; un marché intérieur qui se développe avec l'apparition d'une grande classe moyenne consommatrice ; un afflux de capitaux étrangers ; un *soft power* culturel d'une grande richesse à travers le football, la musique ou encore les *telenovelas*.

L'auteur ne pouvait par ailleurs pas manquer de rappeler l'influence décisive du charismatique ex-président

Luiz Inacio Lula da Silva, qui a tant fait pour la projection internationale de son pays. Son activisme à l'extérieur des frontières nationales a eu des résultats plus que probants pour l'image du Brésil et lui a notamment permis d'obtenir l'organisation de deux événements sportifs majeurs, la Coupe du monde de football de 2014 et les Jeux olympiques de Rio de Janeiro de 2016. Sur ce point, le manque de volontarisme diplomatique de la part de l'actuelle présidente Dilma Rousseff, dont Lula a voulu qu'elle lui succède, a sans nul doute eu un impact négatif sur la visibilité du pays sur la scène mondiale.

Parallèlement, l'auteur n'omet pas de présenter les limites de la montée en puissance du Brésil. Certains « traits archaïques » demeurent : l'esclavage, la corruption, l'insécurité, le racisme, les inégalités sociales, les disparités territoriales : « alors que le centre de São Paulo évoque ceux de Tokyo ou de New York, le Piauí et l'Amazonas rappellent plutôt le Mali et le Zaïre. » Car le Brésil c'est aussi le fossé qui sépare le très riche Blanc de São Paulo qui se déplace en hélicoptère du très pauvre Noir du Nordeste, ou d'une *favela* de Rio touchant l'aide sociale d'État, la « bourse famille ».

Cet ouvrage constitue sans conteste un apport important, et original, à la connaissance d'un pays qui a profondément changé ces dernières années, et a contribué de manière remarquable aux transformations de l'ordre mondial. À ce titre, *Le Brésil, pays émergé* ne s'adresse pas seulement aux brésiliannistes mais à tous les lecteurs qui s'intéressent aux questions internationales.

Bruno Muxagato

ASIE

LA DYNASTIE ROUGE. LA CORÉE DU NORD 1945-2014

Pascal Dayez-Burgeon
Paris, Perrin, 2014, 446 pages

Ancien diplomate culturel à Séoul, Pascal Dayez-Burgeon s'est imposé, avec ses trois précédents ouvrages, *Les Coréens* (Tallandier, 2011), *Histoire de la Corée* (Tallandier, 2012) et *De Séoul à Pyongyang. Idées reçues sur les deux Corées* (Le Cavalier bleu, 2013), comme un des principaux passeurs de la Corée en France. Avec *La Dynastie rouge*, il nous offre la première biographie croisée des trois Kim qui ont dirigé la Corée du Nord depuis 1945.

Loin des clichés habituels brochant sur l'absurdité du régime et la folie de ses dirigeants, l'auteur cherche à comprendre les raisons qui ont permis à la dynastie de tenir malgré ses échecs, ses provocations et ses volte-face à répétition. À ce titre, il place son analyse sous l'égide du *Discours de la servitude volontaire* (1548) d'Étienne de La Boétie. Les Kim ont réussi à mettre en place une monarchie absolue fondée sur la terreur d'État, mais aussi la propagande nationaliste, et surtout les privilèges accordés à une élite (alliés du clan Kim, militaires, cadres du parti) qui fait tout pour que le système reste en place.

Faisant appel à un grand nombre de sources, proposant une vaste mise en perspective historique mais aussi de nombreuses analyses originales – on apprend ainsi que le Ryugyong, l'immense tour conique qui domine Pyongyang, serait une métaphore du mont Paektu, l'Olympe coréenne dont prétendent descendre les Kim –,

l'auteur parvient à développer son propos en cinq parties cohérentes et équilibrées.

Dans la première («Le prince qu'on attendait»), il souligne que Kim Il-sung – né le même jour que le naufrage du Titanic! – s'est imposé au bout de 35 ans d'occupation japonaise en se posant habilement comme un sauveur national mais aussi moral et social.

Dans une deuxième partie («Le prétendant»), l'auteur décrit la *fortuna* mais aussi la *virtù* machiavéliennes qui permirent à Kim Il-sung de s'accrocher au pouvoir en s'appuyant alternativement sur Moscou et Pékin, et en purgeant systématiquement l'opposition, notamment après la guerre de Corée (1950-1953) qui fut pourtant pour lui un échec cuisant.

Dans sa troisième partie («La monarchie spectacle»), est analysée la transformation du régime en monarchie héréditaire par le biais de la propagande, du cinéma et des spectacles de masse, ou encore du *juche*, idéologie *ad hoc* mêlant nationalisme, socialisme et confucianisme.

La quatrième partie («La monarchie nucléaire») traite du règne de Kim Jong-il qui, confronté à une famine sans précédent (1995-1997), est pourtant parvenu à se maintenir en transformant le régime en dictature militaire – avec le slogan: «L'armée d'abord» – et en se livrant avec les États-Unis à un véritable bras de fer nucléaire. L'auteur rappelle aussi comment Kim Jong-il a su instrumentaliser la politique d'ouverture, dite du «rayon de soleil», suivie à Séoul sous les présidents Kim Dae-jung et Roh Moo-hyun.

Enfin, la dernière partie de l'ouvrage («La monarchie 2.0»), titre judicieux

après la récente cyberattaque contre Sony, est consacrée aux débuts de Kim Jong-un. L'auteur y confirme que la primauté de continuité (absolutisme, nationalisme, stratégie nucléaire) sur l'ouverture, et y souligne les tentatives de Pyongyang pour s'arracher à l'attraction de la Chine – Jang Song-taek, l'oncle de Kim Jong-un, aurait été éliminé du fait de sa proximité avec Pékin.

Pédagogue sans être scolaire, intéressant sans être accrocheur, *La Dynastie rouge*, qui ne fait pas la moindre concession envers un des régimes les plus inhumains de la planète, est donc à recommander. L'ouvrage en apprend sans doute bien plus qu'un voyage à Pyongyang.

Yoo Junghwan

SOFT POWER ET DIPLOMATIE CULTURELLE. LE CAS DE TAÏWAN

Marianne Hagelstein

Paris, Academia, 2014, 112 pages

Ce petit ouvrage, publié dans le cadre du séminaire d'études taïwanaises de l'Université catholique de Louvain, propose la première introduction en français à la diplomatie culturelle taïwanaise. Ayant recueilli les notes prises par de nombreux auditeurs lors du cycle de conférences donné par le professeur Yang Tzu-Pao¹, Marianne Hagelstein offre une synthèse particulièrement claire sur le sujet.

1. Avant de devenir vice-président responsable des relations publiques pour China Airlines, Yang Tzu-Pao a notamment été vice-secrétaire de l'International Cooperation and Development Fund (Taïwan) et représentant de Taïwan en France de septembre 2005 à septembre 2006. Le cycle de conférences a été donné alors qu'il était doyen du Bureau de l'éducation internationale de l'université catholique Fujen (Taïwan).

Le développement est articulé autour de six chapitres. Une « mise au point conceptuelle » initiale articule quelques considérations théoriques autour du *soft power* et de la diplomatie culturelle. Les deux chapitres suivants établissent le cadre de la problématique taïwanaise. Le premier met en exergue la particularité de son héritage historique et de son positionnement en Asie orientale. Le second retrace les contours de l'étroit espace d'existence de l'île au sein du système international, en soulignant l'impact que l'émergence accélérée de la Chine a eu sur la marge de manœuvre de Taipei. Les trois derniers chapitres forment autant d'études de cas du *soft power* et de la diplomatie culturelle taïwanaise.

S'intéressant tout d'abord au champ universitaire, l'auteur met en lumière la remarquable réussite de Taipei – ses meilleurs établissements occupent de bonnes positions dans les classements internationaux. Le domaine constitue un pôle majeur de la diplomatie culturelle taïwanaise, ses universités attirant un nombre important d'étudiants étrangers, tandis que de larges contingents de jeunes Taïwanais poursuivent leurs études loin de l'île. La promotion du tourisme, second domaine d'expression de la diplomatie culturelle de Taipei, constitue également un succès, qui permet notamment le développement des relations transdétroit. L'émergence d'artistes taïwanais de premier plan et de renommée mondiale dans les secteurs du cinéma, de la danse ou de la musique, ainsi que la présence de Taïwan dans le domaine sportif – notamment en baseball, ou en basket-ball avec Jeremy Lin – définissent les derniers champs ayant contribué de façon importante à la visibilité de Taipei sur la scène internationale.

Pensé comme une introduction à la diplomatie et au *soft power* taïwanais, ce livre en a naturellement les défauts et les qualités. Si l'on peut regretter un certain flou autour des notions mêmes de diplomatie culturelle et de *soft power*, qui semblent souvent indifféremment utilisées, alors qu'elles ne sont que très partiellement substituables², l'ouvrage présente une vue synthétique et intelligible des problèmes rencontrés et des solutions développées par Taïwan pour conserver un espace d'existence internationale. Le travail vient en outre combler un vide patent dans la littérature francophone existante, apport dont il serait difficile de ne pas se féliciter.

Yves-Heng Lim

**CHINA'S SECOND CONTINENT.
HOW A MILLION MIGRANTS ARE BUILDING
A NEW EMPIRE IN AFRICA**

Howard W. French
New York, NY, Alfred A. Knopf,
2014, 304 pages

L'ouvrage de Howard French constitue une riche enquête sur les migrants chinois en Afrique. À travers un travail d'investigation dans neuf pays (Mozambique, Zambie, Sénégal, Libéria, Guinée, Sierra Leone, Mali, Ghana, Namibie), l'auteur soutient que les relations sino-africaines prennent forme au niveau des individus plus qu'au travers des programmes d'investissement de l'État chinois. French est journaliste : il a été correspondant du *New York Times* à Shanghai et en Afrique centrale et de l'Est, ce qui lui confère une légitimité

dans les interviews de terrain menées en chinois, en français ou en portugais.

French dresse d'abord le portrait de trois entrepreneurs chinois au Mozambique, en Zambie et au Sénégal, dans des secteurs différents : l'agriculture, l'industrie et le commerce de détail. Il décrit par exemple le cas du patron d'une usine de traitement du cuivre, arrivé en Zambie avec une entreprise d'État chinoise et ayant ensuite fait fortune par lui-même. Ces portraits reflètent les motivations des migrants chinois à s'installer en Afrique. Si la recherche d'occasions économiques et de meilleures conditions de vie sont les raisons les plus fréquemment invoquées, on note également d'autres facteurs : tensions de la société chinoise, compétition intérieure sans merci, absence d'espace du fait de la démographie du pays, ou encore volonté d'échapper à la corruption ou au contrôle du Parti communiste chinois.

La deuxième partie met en avant ces motivations, avant tout économiques donc, des migrants chinois. Elle laisse apparaître combien ceux-ci ont une vision négative, voire stéréotypée, ainsi qu'une méconnaissance – d'ailleurs réciproque – de leurs hôtes et des terrains africains. Ainsi cette femme originaire de la province du Guangzhou rejoignant son mari à Monrovia et ne sachant ni parler anglais ni même lire le chinois. Le pragmatisme des migrants chinois est au centre de la troisième partie de l'ouvrage. Leurs méthodes commerciales y sont notamment comparées à celle des entreprises occidentales.

Si French adopte une posture neutre dans la description des différents parcours, il prend position dans sa conclusion, affirmant que l'approche

2. Sur ce point, voir D. Shambaugh, *China Goes Global: The Partial Power*, Oxford, Oxford University Press, 2013, chap. 6.

chinoise en Afrique reflète les tendances historiques de l'impérialisme. Comparant l'émigration chinoise à la colonisation portugaise au Mozambique ou à l'occupation japonaise en Mandchourie, il estime que l'arrivée d'environ un million de migrants chinois en Afrique constitue le dernier chapitre en date d'une longue histoire de construction d'empires par le biais des migrations. Cette présence chinoise aurait ainsi remplacé le paternalisme occidental.

L'ouvrage constitue un riche carnet de voyage plus qu'il ne reflète une méthodologie académique. Cette approche présente le risque d'une généralisation excessive à partir de cas singuliers; mais elle a le mérite de donner à voir une partie des acteurs individuels qui structurent les relations entre la Chine et l'Afrique. French apporte ici un regard neuf en décrivant les parcours d'un large spectre d'individus. Basé essentiellement sur les témoignages d'entrepreneurs privés du fait d'un accès difficile aux employés du secteur d'État, cet ouvrage contribue à faire connaître les relations sino-africaines sous l'angle de la micro-histoire.

David Bénazéraf

EUROPE

SECURITY AND DEFENCE POLICY IN THE EUROPEAN UNION

Jolyon Howorth
Basingtoke, Palgrave Macmillan,
2014, 2^e édition, 300 pages

En 2007, la parution de la première édition de cet ouvrage d'un des meilleurs

spécialistes de la défense européenne¹ avait été saluée pour l'exhaustivité et la qualité de ses analyses. À l'époque, l'examen se voulait raisonnablement optimiste sur les réalisations d'une Union européenne (UE) en phase de croissance et qui pouvait se prévaloir de quelques succès visibles. Comme rappelé dans la préface par l'auteur, sept ans après, la situation a bien changé dans l'espace européen, et le bilan de l'UE est moins flatteur. La politique de sécurité et de défense commune (PSDC) s'essouffle; les États membres se montrent moins enclins à la soutenir: en témoignent les difficultés rencontrées dans l'établissement de nouvelles opérations, de la Libye à la République centrafricaine. Les institutions permettant à l'UE de définir et d'assurer une politique de sécurité ont été mises en place, mais les capacités militaires et civiles font encore largement défaut. Les groupements tactiques sont opérationnels depuis 2007, mais n'ont à ce jour jamais été déployés. Et les efforts de mutualisation des capacités militaires et civiles n'ont pour le moment produit aucun résultat tangible. Plus inquiétant encore, plus de 15 ans après le lancement à Saint-Malo de l'Europe de la défense, l'UE peine à s'imposer comme cadre privilégié des politiques de sécurité de ses États membres.

Dans ce contexte morose, Jolyon Howorth dresse un portrait exhaustif de ce qui fonde la PSDC: ses origines, son développement institutionnel, l'impact sur le lien transatlantique, les contraintes politiques et opérationnelles, les débats académiques, mais aussi ses réalisations. La meilleure façon de comprendre cette politique consiste à s'intéresser à « ce qui

1. *Politique étrangère*, vol. 73, n° 1, printemps 2008, p. 186-189.

est fait», prévient-il. Et les réalisations sont nombreuses, avec 32 opérations en 10 ans, dont huit opérations militaires – la neuvième, en République centrafricaine, ayant été initiée après la parution de l’ouvrage. Dans le champ civil, l’UE a développé un réel savoir-faire dans les domaines de la réforme du secteur de la sécurité (RSS), de l’établissement d’un état de droit et de la formation, tandis que les institutions bruxelloises en charge de la gestion civile des crises montaient en puissance. Le domaine militaire est resté plus intergouvernemental et finalement plus contraint, notamment en raison du faible soutien que lui apportent la grande majorité des États membres. Howorth ne juge pas le degré de succès de ces opérations mais il rend compte des débats existants dans la littérature, lesquels sont plus souvent critiques du rôle de l’UE qu’élogieux sur les résultats obtenus. L’auteur n’en souligne pas moins les avantages comparatifs de l’UE, sa capacité à combiner outils militaires, civils, diplomatiques et économiques, autant que la spécificité de l’organisation, laquelle suggère que les notions de culture stratégique ou d’identité ne peuvent être appliquées ici comme elles le seraient à un État.

Pour Howorth, l’émergence de l’UE comme acteur de la sécurité est une « œuvre inachevée » (*work in progress*), ce qui laisse entendre que la construction d’une politique européenne de sécurité et de défense va se poursuivre, en dépit des obstacles. Outre sa dimension pédagogique, l’une des vertus de cette seconde édition refondue est d’offrir une analyse serrée et équilibrée d’un projet dont la complexité et le potentiel méritent davantage que l’approche décliniste souvent pratiquée.

Thierry Tardy

CONSTRUCTING EUROPEAN UNION TRADE POLICY. A GLOBAL TRADE POLICY

Gabriel Siles-Brügge

Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014, 258 pages

L’Union européenne (UE), qui dispose d’une compétence étendue pour intervenir dans le champ du commerce international au nom des États membres, a longtemps adopté une approche multilatérale envers la libéralisation des échanges, laquelle devait permettre à chaque pays s’engageant à démanteler les entraves au commerce de bénéficier de gains maximaux. Au fil des années toutefois, et en particulier depuis l’arrivée de Peter Mandelson au poste de commissaire au Commerce, l’UE s’est orientée vers une approche bilatérale plus prononcée. Comment expliquer cette réorientation, en l’absence de modification du cadre institutionnel de l’UE, et dans le contexte de paralysie du cycle de Doha promu par l’Organisation mondiale du commerce (OMC) ?

Gabriel Siles-Brügge propose une explication de cette évolution sous un angle constructiviste, concentrant l’analyse sur le rôle joué par les idées chez les acteurs et décideurs politiques. Cet essai tente plus précisément d’éclaircir le *pourquoi* et, *in fine*, de mettre au jour la raison pour laquelle la direction générale (DG) Commerce a choisi de faire droit aux préoccupations des exportateurs européens face à d’autres acteurs – comme les États-Unis –, qui étaient en mesure d’exporter vers des pays partenaires, pour enfin tenter de comprendre *comment* la DG a appliqué cette stratégie avec succès.

Pour Siles-Brügge, la DG a appliqué des idées néolibérales s’appuyant sur le concept d’avantage comparatif – lequel,

développé par David Ricardo, appartient à l'origine à l'école classique et a été ensuite repris dans les modèles néoclassiques. Ces idées peuvent-elles expliquer à elles seules la politique commerciale, et répondre aux questions soulevées dans l'ouvrage? Peut-être pas. Ce livre rend donc compte des idées, d'une façon commode mais néanmoins sophistiquée, en sus des explications fondées sur les intérêts des acteurs. Ce qui permet une approche « augmentée »: les intérêts nationaux (exportations) et les idées (convictions néolibérales de la DG Commerce) sont également importants, et semblent se renforcer mutuellement. Mais alors quel est le véritable pouvoir marginal des idées par rapport aux autres sources d'explication? La question demeure ouverte.

Le point fort de ce livre réside dans sa réponse à la question du *comment*, pour laquelle l'auteur établit une méthodologie fondée sur l'identification de la stratégie discursive. Grâce à une analyse détaillée du discours, il est capable de distinguer les convictions privées d'un décideur de sa communication publique. L'examen d'éventuelles divergences entre ces deux aspects chez les agents de la DG Commerce permet d'établir qu'il est probable qu'une stratégie discursive ait existé, ce qui explique de quelle façon ces agents ont pu influencer efficacement la politique de leur organe. Dans toutes les études de cas du livre, l'auteur avance que ces fonctionnaires ont effectivement recouru à la stratégie des « contraintes économiques externes » induite par le processus de mondialisation, et qu'ils étaient donc contraints d'agir de la sorte.

Voici un ouvrage dont la nouveauté réside dans l'adoption d'un angle d'analyse constructiviste pour rendre

compte de la politique commerciale européenne. Une lecture intéressante pour les spécialistes de l'économie politique internationale et de l'UE.

Erik van der Marel

EUROPA. LA DERNIÈRE CHANCE DE L'EUROPE

Valéry Giscard d'Estaing

Préface de Helmut Schmidt

Paris, XO Éditions, 2014, 188 pages

À l'heure où l'Union européenne (UE) traverse une crise multiforme, Valéry Giscard d'Estaing propose aux dirigeants européens actuels et à venir un nouvel horizon pour leur continent. Son objectif est aussi de répondre au problème, crucial selon lui, de l'obésité de l'UE élargie et de faire de l'Europe une puissance dans le monde.

L'idée est de créer une nouvelle entité, Europa, « Union monétaire, budgétaire et fiscale, à l'espace homogène, dotée à terme d'un Trésor public et d'un mécanisme de solidarité financière ». L'auteur précise d'ailleurs que l'union monétaire existe déjà, tout comme l'union budgétaire grâce au Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de mars 2012.

Dès lors, quels sont les aspects novateurs de la proposition de l'ancien président? Il s'agirait pour lui d'aller plus loin dans l'unité de cette zone monétaire en l'accompagnant d'une union fiscale. Il suggère qu'Europa constitue un espace neutre fiscalement – à l'exception de la fiscalité locale – au sein duquel les entreprises et les citoyens acquitteraient les mêmes impôts sur les bénéfices, les revenus ou le patrimoine, quel que soit leur lieu d'activité et de résidence. Par ailleurs, alors qu'il récuse l'idée jugée

«prématurée, et donc absurde» d'une mutualisation des dettes, l'auteur propose la création, à terme, d'un Trésor public afin d'émettre des emprunts communs au sein de la zone.

Ce nouveau projet, qui a le mérite de faire une proposition concrète pour l'avenir de l'UE, présente néanmoins des limites. D'une part il demeure flou sur les contours de cette Europa, qui n'est en fait qu'une nouvelle version des différentes réflexions autour de la création d'un noyau dur. L'auteur évoque en effet à plusieurs reprises la zone euro comme base de cette union mais, lorsqu'il en détaille la composition, on y trouve les six pays fondateurs de la Communauté européenne, auxquels s'ajoutent l'Espagne, le Portugal, l'Autriche, l'Irlande si elle accepte l'égalité fiscale, la Finlande si elle le souhaite, et la Pologne «le moment venu», c'est-à-dire une fois qu'elle aura intégré l'euro. Cette liste est loin d'inclure tous les membres actuels de la zone euro, y manquent notamment la Grèce et les «nouveaux» États membres qui ont rejoint l'union monétaire. Dès lors, au cas où Europa et la zone euro seraient deux entités distinctes, se poserait la question de leur articulation, qui peut sembler problématique.

D'autre part, le projet de l'ancien président français se révèle relativement intergouvernemental puisqu'il dépouillerait la Commission européenne de son droit de demander des ajustements budgétaires aux États, droit qui serait conféré au Conseil de la zone euro, lequel deviendrait ensuite le directoire d'Europa, composé des chefs d'État et de gouvernement. L'auteur en profite d'ailleurs pour fustiger les dérives de la Commission dans les années 1960 et pour glorifier la création, à son initiative, du Conseil européen en 1974.

On peut à cet égard regretter que l'ouvrage, présenté comme une proposition pour l'avenir de l'Europe, ne consacre finalement qu'une trentaine de pages à celle-ci et préfère revenir sur les grandes lignes de l'histoire de sa construction ainsi que sur l'action conjointe de l'auteur et de son préfacier Helmut Schmidt en faveur de son unification voici 40 ans.

Marion Gaillard

AUS SORGE UM EUROPA. EIN APPEL

Helmut Kohl

Munich, Droemer Verlag, 2014,
120 pages

Helmut Kohl revient ici sur les multiples crises que l'Union européenne (UE) traverse depuis le début du XXI^e siècle, et critique la politique européenne de ses successeurs, qui ont selon lui négligé les idées fondamentales de la construction européenne tout en manquant de la rigueur nécessaire pour en faire avancer le projet.

Dans la première partie de l'ouvrage, Kohl retrace l'histoire de la construction européenne. Il rappelle à plusieurs reprises que l'Europe est née de la nécessité de garantir la paix et la liberté sur le continent après les grandes guerres. Pour lui, le succès des premières étapes de cette construction a reposé sur l'attitude conciliante des dirigeants européens, notamment en France et en Allemagne, pour qui le désir de paix a primé sur les intérêts nationaux.

Lorsqu'il quitte la chancellerie en 1998, Kohl se réjouit de l'adoption de l'euro ainsi que des prémisses d'une union politique et de l'élargissement de l'UE vers l'Est. Il juge que les jalons pour un avenir prospère et stable en Europe sont ainsi posés.

Néanmoins, le nouveau gouvernement allemand amorce un changement significatif en matière de politique européenne, et Kohl estime que la coalition rouge-verte n'a pas apporté la rigueur et l'élan nécessaires à l'intégration européenne. Deux grandes erreurs ont été commises : l'entrée prématurée de la Grèce dans la zone euro et le non-respect du Pacte de stabilité et de croissance. De plus, la politique européenne post-Kohl aurait encouragé la résurgence des intérêts nationaux, et négligé le partenariat transatlantique en refusant de soutenir la lutte contre le terrorisme international. Elle aurait également généré un éloignement progressif avec la Russie. D'où les multiples crises qui affectent l'UE, provoquant une perte relative de confiance entre ses États membres, et avec ses partenaires.

Pour Kohl, l'Europe est aujourd'hui à la croisée des chemins, comme au début des années 1980 à l'heure de l'«euro-sclérose». Face à la crise ukrainienne, les Européens devraient prendre conscience d'un risque de guerre toujours présent sur le continent, et du fait que la réémergence des sentiments nationalistes dans les pays membres de l'UE pourrait se faire au prix de leur paix et de leur liberté.

Kohl se dit satisfait de la monnaie unique comme «point d'attache» rendant l'intégration européenne quasi irréversible. Mais pour continuer sur la voie d'une Europe unie, il serait temps d'en consolider les bases et de faire avancer vigoureusement le processus d'intégration en restaurant la rigueur (stabilité et respect des règles). Rétablir la confiance des partenaires et des amis de l'Europe est également nécessaire.

Kohl ne s'exprime pas sur le chemin que l'UE prendra à l'avenir. Il juge

la crise actuelle trop sévère pour le prévoir. Pour progresser de manière significative, l'Europe aurait besoin de reprendre conscience des valeurs et objectifs communs, bref de la vision de ses pères fondateurs. Kohl ne propose pas de nouveaux projets, mais rappelle davantage les idées fondamentales qui sont à l'origine de la construction européenne, souvent tombées dans l'oubli, mais qui en définitive constituent pour lui la clé qui permettra à l'Europe de sortir de la crise.

Lea Metke

SCHEITERT EUROPA ?

Joschka Fischer
Cologne, Kiepenhauer & Witsch,
2014, 160 pages

Ministre allemand des Affaires étrangères entre 1998 et 2005 et ancien patron des Verts, partisan d'une Europe fédérale, intégrée, si nécessaire à plusieurs vitesses, Joschka Fischer se livre dans cet ouvrage au titre peut-être prémonitoire (*L'Europe échoue-t-elle ?*) à une critique sévère de la politique européenne d'Angela Merkel. Il lui reproche en particulier de ne pas avoir été à la hauteur de la crise économique et financière, et de ne pas faire le nécessaire pour protéger le Vieux Continent des risques sécuritaires (Russie, terrorisme islamiste, déliquescence des États au Proche et Moyen-Orient). Jugeant la politique européenne de Berlin égoïste, Fischer estime que la «question allemande» est de retour, risquant de provoquer la constitution d'alliances tournées contre l'Allemagne, et qui l'isolent sur la scène internationale.

La première partie de l'ouvrage est consacrée à la crise économique et financière. Fischer y prend le contre-pied de la très grande majorité de ses

concitoyens, fustigeant la politique d'austérité allemande. Pour lui, ce n'est pas la rigueur fiscale qui a stabilisé la zone euro, mais l'intervention de la Banque centrale européenne (BCE) sous les auspices de Mario Draghi et l'achat massif d'obligations d'État. Fischer estime que le recours à une politique de soutien à la croissance, et d'europlanisation de la dette, est le seul moyen de consolider l'Union économique et monétaire, allié toutefois à des réformes structurelles analogues à celles qui furent introduites en Allemagne lorsque lui-même était au pouvoir (lois Hartz).

Il se prononce également en faveur d'une politique plus ferme vis-à-vis de la Russie, présentée comme une menace pour l'Europe de l'Est et donc pour l'équilibre global européen. Au-delà du cas russe, Fischer estime l'Europe entourée de foyers d'instabilité, de crise, voire de guerre, qui exigent des investissements conséquents en matière de défense et d'armement – ne serait-ce qu'en raison du retrait américain de l'Europe, que l'auteur considère comme inéluctable. Le lien transatlantique ne peut être maintenu que si l'Europe accepte enfin d'assumer sa part de *burden sharing* et contribue à l'effort de stabilité des États-Unis, notamment concernant les crises dans lesquelles Washington ne veut pas s'engager. De ce point de vue, la politique étrangère de la France, partenaire jugé essentiel et indispensable pour l'Allemagne, serait exemplaire, alors que la République fédérale porterait une lourde responsabilité dans le déclin de la politique de défense des pays de l'Union européenne (UE).

Enfin Fischer, aux antipodes des courants eurosceptiques de plus en plus puissants dans les pays de l'UE, se déclare en faveur d'un saut qualitatif

majeur de l'Union, notamment sur les plans fiscal, économique, social et militaire. Mais pour lui, un tel saut ne pourra être réalisé à 28. C'est dans le cadre de l'Eurogroupe, donc à 19, qu'une telle voie devra être empruntée, sous l'influence d'un couple franco-allemand dont l'auteur appelle de ses vœux la revitalisation. Toute autre solution, tout retour aux vieilles recettes nationales sont selon lui voués à l'échec, et condamneraient l'Europe à l'insignifiance dans un monde global dominé par les grands acteurs comme la Chine ou les États-Unis. De plus, divisée, l'Europe serait alors à nouveau livrée à ses pulsions suicidaires d'antan.

Hans Stark

MOYEN-ORIENT

LES CHEMINS DE DAMAS. LE DOSSIER NOIR DE LA RELATION FRANCO-SYRIENNE

Georges Malbrunot et Christian Chesnot

Préface de Philippe Rondot
Paris, Robert Laffont, 2014,
390 pages

SYRIE, POURQUOI L'OCCIDENT S'EST TROMPÉ ?

Frédéric Pichon

Avant-propos de Renaud Girard
Paris, Éditions du Rocher, 2014,
132 pages

Ces deux ouvrages viennent à leur heure. Alors que se développent les interrogations sur la pertinence des choix des États-Unis et de l'Europe à l'égard du régime de Bachar Al-Assad,

ils permettent de mieux comprendre les raisons pour lesquelles la politique menée en particulier par la France se trouve dans une impasse.

Le premier ouvrage, très documenté, s'attache à analyser, pour la période qui s'étend de 1981 à aujourd'hui, l'évolution des relations bilatérales entre Paris et Damas. Ce qui frappe, à sa lecture, est le caractère dense, difficile et heurté de ces relations, qui sont passées par des hauts et des bas, souvent de façon brutale. En dépit de l'assassinat de l'ambassadeur Louis Delamare à Beyrouth par les services de renseignement syriens, François Mitterrand s'emploie à renouer avec le régime de Hafez Al-Assad et se rend à Damas en octobre 1984. Jacques Chirac, seul chef d'État à avoir assisté aux obsèques du président syrien, donne, sur les conseils de Rafic Hariri, une nouvelle impulsion à la coopération entre les deux pays, y compris dans des domaines sensibles, en appui au « printemps de Damas » – initié par Bachar Al-Assad dans les premiers mois de sa présidence, et qui devait être rapidement arrêté. La déception française sera d'autant plus grande que les espoirs avaient sans doute été illusoire. La rupture est consommée avant même l'assassinat de Hariri, à la suite de l'initiative prise par la France aux Nations unies qui conduira à la résolution 1559 et au départ des troupes syriennes du Liban. Un même cycle d'illusion et de rupture se développe avec le président Sarkozy : convié à Paris en juillet 2008 pour la conférence de lancement de l'Union pour la Méditerranée, Bachar Al-Assad y assiste au défilé du 14 Juillet, puis sera reçu en visite officielle en décembre 2010, avant d'être invité quelques mois plus tard, en août 2011, à quitter le pouvoir. Le président Hollande maintiendra cette ligne en la durcissant.

Comment expliquer une telle évolution, quelque peu chaotique et qui débouche sur une impasse ? Les auteurs, sans complaisance pour le régime syrien, soulignent les illusions des gouvernements français successifs qui ont cru que le régime pourrait se démocratiser, assouplirait son protectorat sur le Liban, et pourrait devenir un partenaire constructif dans l'établissement de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient. Les relations franco-syriennes ont aussi été placées, et ceci à plusieurs reprises, sous le signe de l'émotion, avec des réactions sans doute excessives dans un sens comme dans l'autre. En outre, malgré les avertissements de bons connaisseurs du pays, il y a eu à l'évidence sous-estimation de la capacité de résilience d'un régime certes minoritaire, mais qui s'appuyait sur un appareil sécuritaire efficace et sans état d'âme. Alors que les préoccupations des chrétiens d'Irak étaient prises en compte, il n'en fut pas de même, paradoxalement, de ceux de Syrie, dont la grande majorité continue d'appuyer un régime laïc par peur d'une alternance islamiste. Ainsi, appuyé par l'Iran et la Russie, le régime est toujours en place, et l'opposition modérée marginalisée au profit de groupes djihadistes qui, manipulés par le pouvoir, sont devenus la principale force de contestation.

Le livre de Frédéric Pichon fait une analyse assez comparable. Dans un chapitre intitulé « L'insoutenable légèreté de la France », il met en cause une politique placée plus sous le signe de l'émotion et de l'idéologie que de la prise en compte des véritables intérêts de la France, dont la sécurité est à l'évidence de plus en plus menacée par le chaos qui se développe au Moyen-Orient.

Denis Bauchard

UNE FRANCE SOUS INFLUENCE

Vanessa Ratignier, avec Pierre Péan
Paris, Fayard, 2014, 484 pages

Voici un procès, avec « pièces à convictions » mais aussi des faiblesses, qui s'inscrit dans le contexte du *Qatar bashing*. La première page donne le ton: « C'est moi qui ai financé son divorce... » aurait confié l'émir, cheikh Hamad, au sujet de Nicolas Sarkozy. Beaucoup d'affirmations péremptives, voire hasardeuses, émaillent l'ouvrage: « Nos gouvernants [...] semblent se plier à tous les désirs du prince, quand ils ne les devancent pas, souvent en contradiction avec les intérêts du pays [...] C'est tout l'appareil de l'État qui s'est mis au service de la famille Al-Thani. » Accusation grave. La démonstration passe plus souvent par des insinuations que par des preuves convaincantes. Les anecdotes sont nombreuses, mais il manque une véritable réflexion sur les objectifs de l'émirat, la politique menée, ses succès et ses échecs.

Plusieurs dossiers font l'objet d'une « instruction » fouillée, notamment ceux concernant la malheureuse affaire du lycée Voltaire de Doha, les fonds controversés en faveur des banlieues ou l'acquisition du club de football du Paris Saint-Germain. Les chapitres sur le rôle et l'influence du prédicateur Youssef Al-Qaradawi ou les dérives d'Al-Jazeera sont pertinents, de même que la description des circuits de financements au profit d'organisations proches des mouvements djihadistes. L'accusation portée contre l'« État esclavagiste » n'est pas sans fondement, même si elle peut viser aussi des pays voisins. Quant au caractère « fusionnel » de la relation entre la France et le Qatar sous la présidence Sarkozy, il était certainement malsain.

Mais le procès va plus loin: l'émirat aurait fait « main basse sur les fleurons de l'industrie française », et la politique arabe de Paris s'expliquerait par le seul jeu de l'influence de Doha... Sur le premier point, on observera que la France n'est pas la destination principale des investissements qataris: ceux-ci sont plus importants en Grande-Bretagne, et équivalents en Allemagne. En revanche, le livre est discret sur les intérêts français au Qatar: pétrole, gaz, travaux publics, transport aérien, matériels d'armement. L'ampleur des contrats conclus avec Airbus montre l'importance du retour sur investissement. De même, on pourrait avancer que la politique française en Afrique du Nord et au Moyen-Orient a manipulé la diplomatie du Qatar, autant que l'inverse – même si l'on peut s'interroger sur sa pertinence. L'intervention franco-britannique en Libye, avalisée par le Conseil de sécurité des Nations unies, ne fut possible que parce que Doha, qui présidait alors le conseil des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe, lui apporta une caution arabe.

Contrairement à ce que prétendent les auteurs, la relation bilatérale entre la France et le Qatar a fonctionné dans les deux sens, et non au profit exclusif du second. Et le contexte a évolué. Un coup de frein a été donné aux ambitions excessives de l'émirat. L'évolution des printemps arabes a été défavorable aux Frères musulmans, ses protégés. Sa politique a été mise en échec, notamment par la réaction de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis. L'effacement de Hamad Ben Jassem, dit « HBJ », Premier ministre contesté, et l'arrivée au pouvoir du prince Tamim, s'accompagnent d'une inflexion vers plus de prudence. Quant au nouveau président français,

sans nier le caractère mutuellement profitable de la relation, il entend lui donner un caractère «normal». Une nouvelle donne est en place, qui relativise l'analyse quelque peu biaisée de cet ouvrage.

Denis Bauchard

LE HEZBOLLAH. MOBILISATION ET POUVOIR

Aurélie Daher

Paris, PUF, 2014, 480 pages

Le livre d'Aurélie Daher, issu d'une thèse de doctorat en science politique, est le fruit de plusieurs années d'immersion durant lesquelles elle a mené des centaines d'entretiens auprès de hauts responsables, de militants et de sympathisants du Hezbollah. L'auteur entend apporter ici des réponses aux «interrogations quant à l'avenir du Hezbollah» à travers une étude «de la mobilisation du parti dans son pays d'origine». Cette dernière repose, selon elle, sur trois catégories: militaire, politique et sociale. On la rejoindra aisément quand elle écrit que le parti a choisi «à partir de 2006 de refermer ses portes à l'observation [...] rendant l'accès à son appréhension peu aisé».

L'ouvrage est divisé en onze chapitres, regroupés en deux parties. La première («Qu'est-ce que le Hezbollah?») est consacrée à l'émergence du parti, à son action sociale et son organisation interne. Dans la seconde partie («Mobilisation et pouvoir»), l'auteur analyse les développements du parti de 2005 à 2013, avec notamment son intervention militaire en Syrie aux côtés du régime de Bachar Al-Assad.

Dans les trois premiers chapitres, l'auteur, s'appuyant sur des sources en arabe et ses entretiens, relate le

parcours militant des pères fondateurs du Hezbollah. Elle éclaire ce qui est commun à ces hommes: une allégeance à la mission de résistance contre un occupant et l'adhésion au *wilayah al-faqih*, principe auquel le parti se réfère de manière officielle. Plus précisément, Daher analyse la trajectoire de ce qu'elle nomme un «islam de résistance», depuis les années 1980 quand la religion devient «un moyen au service d'une cause de lutte armée». Mais les soutiens du Hezbollah ne sont pas «un réceptacle docile de ce que la direction du parti aimerait inculquer»: pour preuve, les diverses formes d'investissement militant coexistant dans le parti. L'auteur souligne à juste titre que «les véritables bénéficiaires de la générosité de l'organisation sont les combattants du parti», et que le degré de religiosité d'un individu n'explique pas la mobilisation autour du Hezbollah, laquelle demeure un choix politique.

Le chapitre 5 sur l'organisation interne du parti explique, entre autres, comment on devient membre du Hezbollah. L'analyse se base ici sur un apport empirique mince – avec des informations souvent vagues notamment sur la formation militante –, bien que l'auteur souligne des points intéressants. Daher clôt le livre par un chapitre dédié aux représentations du Hezbollah auprès de son public. Ce développement retient particulièrement l'attention car il présente des thématiques encore peu explorées, et qui sont donc bienvenues. Extrêmement bien référencé, regroupant une masse inédite d'informations, cet ouvrage est un outil important et nécessaire pour qui s'intéresse au Hezbollah et, au-delà, à la complexité politique du Liban.

Erminia Chiara Calabrese

DE LA THÉOLOGIE À LA LIBÉRATION ? HISTOIRE DU JIHAD ISLAMIQUE PALESTINIEN

Wissam Alhaj, Nicolas Dot-Pouillard,
Eugénie Rébillard
Préface d'Olivier Roy
Paris, La Découverte, 2014,
214 pages

Alors que de nombreux ouvrages – académiques ou journalistiques – ont été consacrés à des organisations comme le Hamas et le Hezbollah, le Jihad islamique palestinien n'avait jusqu'ici suscité qu'un faible intérêt, si bien que la littérature tant francophone qu'anglophone à son sujet se limitait à quelques études. C'est à ce manque que répond ce livre rédigé par un journaliste et deux chercheurs.

Leur solide travail d'analyse entend dépasser la vision communément admise d'un Jihad islamique palestinien simple groupe terroriste, et replacer le mouvement dans sa complexité idéologique et politique. Un tel exercice de nuance est délicat, tant on peut rapidement être accusé de complaisance. Comme le dit justement Olivier Roy dans sa préface : « il ne s'agit pas de remplacer un jugement de valeur négatif par un jugement de valeur positif. »

Prenant ainsi leur distance vis-à-vis tant du discours israélien de la menace, que de celui, palestinien ou arabe, de la résistance, les auteurs offrent une généalogie de ce Jihad, retraçant le parcours, intellectuel et guerrier, de ses leaders, en particulier Fathi Shiqaqi. D'une lecture passionnante – qui prend parfois des airs de roman d'apprentissage –, les premiers chapitres donnent à voir des islamistes nationalistes qui, à l'aube des années 1980, combinent une admiration pour les figures

combattantes de la nation palestinienne (Ezzedin Al Qassam) et une référence religieuse proche, au départ, des Frères musulmans. Mais très vite, ces jeunes Gazaouis prennent leurs distances avec la Confrérie, pour lui préférer la révolution iranienne de l'ayatollah Khomeiny. Le Jihad islamique s'apparente ainsi à une synthèse – forcément bancal – entre nationalisme palestinien et idéologie khomeyniste.

Dans les chapitres suivants, les auteurs soulignent un autre trait, qui va à l'encontre de l'image commune : radical dans son mode opératoire vis-à-vis d'Israël et de sa population, ce Jihad prône simultanément la réconciliation et le rassemblement avec les autres formations palestiniennes (Fatah, Hamas). Extrémiste dans sa stratégie militaire, il se révèle donc beaucoup plus pragmatique dans le jeu politique interne.

Pour en arriver à ce portrait pluriel du mouvement, les auteurs ont dû contourner un problème qui mérite d'être signalé : l'accès au terrain. Compte tenu des conditions de sécurité, et du caractère extrêmement opaque de l'organisation, une recherche approfondie sur le Jihad islamique palestinien est par définition très difficile. On ne manquera pas d'apprécier la traduction depuis l'arabe de nombreux documents (sites internet, mémoires, études académiques), qui permet un accès direct à la pensée des fondateurs du mouvement. La connaissance du terrain et la conduite d'entretiens avec un certain nombre de cadres (à Damas, Beyrouth et Gaza) viennent enrichir l'analyse, et lui permettent de ne pas être une simple synthèse de sources de seconde main.

De la théologie à la libération constitue un travail précieux sur un mouvement

méconnu qui joue de plus en plus un rôle majeur dans les jeux de pouvoir palestiniens. Par son ampleur, cet ouvrage éclairera les travaux tant des décideurs politiques que des observateurs de la région.

Jean-Loup Samaan

**EN QUÊTE DE L'ORIENT PERDU.
ENTRETIENS AVEC JEAN-LOUIS SCHLEGEL**

Olivier Roy

Paris, Seuil, 2014, 314 pages

En quête de l'Orient perdu est une autobiographie intellectuelle (et aussi un peu personnelle) d'Olivier Roy. Issu d'une famille protestante, ce dernier passe par l'expérience de la Gauche prolétarienne en 1968 et les années suivantes, avant de se retrouver professeur de philosophie au lycée de Dreux, où il vit de 1976 à 2007. En apparence donc, un parcours assez classique d'intellectuel de gauche. En fait, Roy a toujours été un passionné de l'Orient musulman. Dès 1969, à 20 ans, il allait en auto-stop en Afghanistan et négligeait de rentrer pour passer l'oral de Normale sup'. Les années suivantes, il multiplie les voyages dans les pays d'Orient, et apprend le persan à l'École des langues orientales.

L'entrée en Afghanistan des troupes soviétiques fin 1979 marque le tournant fondamental de sa vie. Dès 1980 il s'y rend clandestinement, quitte l'enseignement en 1981 et consacre les 10 années qui suivent à d'incessants voyages en Afghanistan et à Peshawar, au Pakistan, dans le cadre de nombreuses missions pour des organismes plus ou moins officiels, afin d'«étudier le terrain» – une de ses expressions favorites –, et ainsi comprendre en profondeur une société musulmane

en proie à la guerre civile et étrangère. Il tire de cette période deux livres, *L'Afghanistan. Islam et modernité politique* (Seuil, 1985) et surtout *L'Échec de l'islam politique* (Seuil, 1992), sans doute son livre le plus controversé.

Les 10 années qui suivent sont consacrées, dans des positions officielles variées, à l'Asie centrale, c'est-à-dire à la naissance des nations musulmanes issues de l'Union soviétique. Les 10 années d'après sont moins vagabondes, plus académiques: au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), à l'École des hautes études en sciences sociales, au Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères et, aujourd'hui, à l'Institut universitaire européen de Florence. Deux livres seront le fruit de cette période: *L'Islam mondialisé* (Seuil, 2002) et *La Sainte Ignorance. Le temps de la religion sans culture* (Seuil, 2008).

Au cœur de la réflexion de Roy, une méthode d'analyse des phénomènes religieux fondée sur le refus de leur «essentialisation», c'est-à-dire le refus de voir dans la religion, par exemple l'islam, un phénomène atemporel et doctrinal, pour s'intéresser à toutes les façons de la pratiquer – ce qu'il appelle la religiosité. Cette méthode exige une empathie avec les populations étudiées, qui ne peut naître que d'un partage de leur vie. Cette méthode le conduit à considérer comme modernes et politiques des mouvements qui se présentent en apparence comme des retours à l'islam des origines: les Frères musulmans en Égypte, le Jamaat-i-Islami dans le sous-continent indien, la révolution de l'ayatollah Khomeyni en Iran. Mais ces mouvements ont échoué à intégrer la modernité aux sociétés musulmanes. D'où l'émergence du «néo-fondamentalisme», cette «idéologie» qui récuse,

et avec quelle violence, l'infinie diversité des cultures. Un phénomène qui n'est d'ailleurs pas confiné à l'islam.

Ce résumé ne donne qu'une faible idée de la multiplicité des questions

abordées, sur le ton de la conversation, dans ce livre qui ne peut qu'inciter à poursuivre la réflexion en lisant les autres ouvrages de l'auteur.

Olivier Louis